

# ***l'Anti*capitaliste**

n°262 | 30 octobre 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## **MORT POUR UN BARRAGE INUTILE**



## **GOVERNEMENT CRIMINEL!**

### **Dossier**

***Climat: urgences,  
fausses solutions,  
et mobilisation!***

Pages 6 et 7

### **ÉDITO**

**Carrez ment!**  
Page 2

### **PREMIER PLAN**

**Manifestations:  
le 15 novembre contre le  
gouvernement des patrons**  
Page 2



**ACTU INTERNATIONALE**  
**Grande-Bretagne: une situation  
politique instable**

Page 5

### **LIBRE EXPRESSION**

**Entretien avec Khaled Issa, représentant  
en France du PYD (Kurdes de Syrie)**

Page 12



Par THIBAUT BLONDIN

## Carrez ment!

Après Cahuzac et Thévenoud, Gilles Carrez vient apporter un peu d'exemplarité au fameux « tous pourris ». Président de la fameuse « Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire à l'Assemblée nationale », le député UMP serait-il aussi touché par la fameuse « phobie administrative » de Thomas Thévenoud ?

Carrez est l'un des derniers porte-paroles des innombrables députés qui ont demandé la fin de l'ISF. On peut dire que le député du Val-de-Marne savait de quoi il parlait puisque c'est justement sur ce dernier impôt que l'imposable pêche... Et dire que tous vantaient l'expert en fiscalité, un des plus grand connaisseur du budget de l'État, le député le plus actif de l'Assemblée, élu meilleur député de l'année en 2012. Pourtant l'homme qui a écrit « Dans chaque niche [fiscale], il y a un chien qui mord » s'est fait mordre à son tour !

Celui qui a co-signé un amendement en 2007 pour, dans le cadre de l'ISF, faire passer de 20 % à 30 % un abattement sur la valeur de la résidence principale, ne pouvait ignorer les règles en la matière... Mais c'est précisément sur la déclaration de cette dernière que Gilles Carrez a fraudé. Est-ce une manière d'assumer ses positions anti-ISF ? « Cela fait trop longtemps que l'on vit avec cet impôt stupide et personne ne comprend pourquoi il le paie », disait-il. Sans doute, mais difficile d'avalier que ce dernier ignorait des règles qu'il a lui-même écrites, discutées en commission ou rapportées à l'Assemblée nationale. Gilles Carrez fait partie de ces députés qui savent servir les intérêts des plus riches – et les siens –, défendant l'abolition de l'ISF ou de l'impôt sur le revenu sur les bancs de l'Assemblée tout en prônant toujours plus d'austérité et de coupes budgétaires. L'internationale disait juste. Nous sifflerons à l'oreille des Carrez et autres députés en mal d'impôts : « L'État comprime et la loi triche, L'impôt saigne le malheureux; Nul devoir ne s'impose au riche, Le droit du pauvre est un mot creux. »

## À la Une

# Rémi : « Ni oubli ni pardon »

Le décès de Rémi Fraisse, ce week-end à Sivens dans le Tarn, n'est pas un accident. C'est le résultat de deux mois de violences policières croissantes envers les opposantEs à un barrage que les experts de Ségolène Royal viennent de disqualifier sur de nombreux points du dossier.

Rémi, jeune toulousain de 21 ans et militant investi au sein de Nature Midi-Pyrénées, a été victime d'une explosion dans le dos. De nombreux témoignages mettent en cause la responsabilité policière dans un contexte où les tirs de lacrymogènes, de grenades assourdissantes et de flash-balls ont duré une partie de la nuit. Durant la nuit où Rémi a trouvé la mort, au moins dix personnes ont été évacuées à l'hôpital, dont trois avec des blessures graves. De peur de voir se multiplier les résistances comme à Notre-Dame-des-Landes, l'État cherche à briser par la violence et la criminalisation un mouvement qui s'étend et s'approfondit.

### Un rassemblement réussi

Environ 4 000 manifestantEs, beaucoup de jeunes, ont fait le déplacement dans une ambiance d'abord festive. La solidarité est venue de toute la France, y compris des représentantEs d'autres luttes contre des grands projets inutiles imposés, Notre-Dame-des-Landes par exemple. Un week-end très réussi et bien organisé : parking, navettes, aire de campement, chapiteaux avec activités ludiques, stand d'information des associations et des politiques, lieux de débats, restauration, etc. Débats et témoignages se sont succédés. Un bon millier de personnes ont écouté avec attention toutes les interventions, pour la plupart convergentes dans les grandes lignes.

### Changer de société

Bien présent, le NPA a montré l'engagement de notre parti pour le maintien d'une agriculture



Manifestation en hommage à Rémi Fraisse, lundi 27 octobre à Albi. DR

solidaire, écologique et non-productiviste. Prenant la parole au nom du NPA, François Favre a fait le parallèle entre le barrage de Sivens, le barrage de la Barne dans le Gers et d'autres projets similaires dans tout le Sud-Ouest. Chiffres à l'appui, il a montré le coût exorbitant de cette production d'eau pour irriguer des cultures de maïs intensives. Il a aussi démonté le mécanisme des conflits d'intérêts dans des montages financiers faits en dehors de toute consultation et de toute participation de la population. C'est bien le système capitaliste qui génère ce genre de projet, où les profits à venir pour quelques-uns motivent une offensive contre l'intérêt de tous. Pas d'autres solutions que de changer de modèle de société.

Bien accueilli, Philippe Poutou est arrivé samedi en fin d'après-midi, où il a pu échanger avec de nombreux acteurs de la lutte et participer à diverses activités.

### La lutte doit s'amplifier

Commandé par le ministère de l'Écologie, le rapport d'expertise critique fortement le projet, donnant ainsi raison aux opposantEs, mais « juge difficile d'arrêter le chantier » ! Les travaux sont suspendus jusqu'à mercredi 29 octobre. La décision de reprise est entre les mains du gouvernement et du conseil général. La mort de Rémi ne doit pas rester impunie. Comme l'ont revendiqué des milliers de manifestantEs un peu partout en France, « ni oubli ni pardon » ! Ainsi lundi à Albi, 500 personnes se sont rassemblées

devant la préfecture avant de converger vers le tribunal de grande instance. Le cortège s'est vu bloqué par les gardes mobiles, le centre ville encerclé et les gazages ont commencé, comme la veille à Gaillac. La journée s'est soldée par une dizaine d'arrestations. Depuis lundi, des contrôles routiers, avec gendarmes en tenue militaire, ont été mis en place dans le département, notamment sur les routes d'accès à la ZAD du Testet... Le NPA condamne cette situation de violence policière provoquée par l'obstination du conseil général et de l'État, une obstination qui vient de conduire à l'irréparable. Des rassemblements ont lieu dans les jours qui viennent : soyons y nombreuses et nombreux ! Rien n'arrêtera le mouvement.

CorrespondantEs du NPA 81

## MANIFESTATIONS

# Le 15 novembre contre le gouvernement des patrons

Le 6 novembre prochain, cela fera deux ans et demi que Hollande est au pouvoir. Deux ans et demi à gouverner pour les patrons et leurs profits. La journée de mobilisation du 15 novembre prochain doit être l'occasion de regrouper les forces de toutes celles et ceux qui s'opposent à cette politique.

C'est l'histoire d'une entourloupe. Celle de celui qui s'est fait passer pour l'ennemi de la finance quand il était candidat et qui dès son arrivée au pouvoir est devenu le président des patrons. Les récents hommages appuyés du petit monde gouvernemental et de son président au patron de Total, Christophe de Margerie, sont là pour le rappeler. « Un grand patron... un

grand capitaine d'industrie... un ami » pour Macron, le bon élève.

### Le choc des profits

Dès juillet 2012 et son discours devant la première conférence sociale du quinquennat, Hollande a fait allégeance au patronat et décide de mettre en œuvre, avec le « choc de compétitivité », ce que Sarkozy avait commencé. Sous prétexte de créer des emplois, le « pacte national

pour la croissance, la compétitivité et l'emploi » réclamé depuis des mois par le patronat consiste à un allègement d'impôt de 20 milliards d'euros par an sous forme de crédit d'impôt – payé par les salariéEs – pour les entreprises, cela sans aucune contrepartie ni aucun contrôle. Toutes les entreprises, à commencer par celles du CAC 40, vont profiter de ce cadeau fiscal sans précédent. Voilà la première mesure du quinquennat

du soit disant ennemi de la finance : faire les poches des salariéEs pour remplir celles des patrons...

Dans le même temps sont annoncées des économies budgétaires et des relèvements d'impôts pour la majorité des salariéEs et des retraitéEs, avec entre autre l'augmentation de l'impôt le plus injuste, la TVA. Mais cela reste insuffisant aux yeux du patronat, qui en réclame encore plus. Hollande, avec Valls comme Premier ministre, vont donc leur offrir 50 milliards d'euros sur un plateau d'argent via le « pacte de responsabilité ». Et pour le reste de la population, un nouveau serrage de ceinture.

### Désastre social

Le résultat de cette politique ne s'est pas fait attendre : en 2013, les entreprises françaises ont redistribué 40% de leurs profits à leurs actionnaires. Les seules entreprises du CAC 40 ont versé 43 milliards d'euros à leurs

## BIEN DIT

Le concert de louanges qui a entouré la mort tragique de celui qui était devenu le PDG de Total remplit une double fonction : encenser ces « héros modernes » que sont devenus (pour la droite comme pour le gouvernement de Manuel Valls) les PDG ; éviter que des questions gênantes soient posées à propos de la politique suivie par ce groupe.

GÉRARD FILOCHE, sur son blog, jeudi 23 octobre 2014.

# Un monde à changer

**L'ENFER DU NORD.** Fuyant la guerre, la famine et la misère, venus d'Éthiopie, d'Érythrée ou de Syrie pour essayer d'entrer en Angleterre, l'afflux récent de plus de 2000 migrantEs à Calais est en train de déborder les associations humanitaires qui ne peuvent plus faire face. Tensions avec les camionneurs, véritable sésame pour quitter la France; actes et agressions racistes de la part de la population et de l'extrême droite; affrontements entre migrantEs de différentes origines... Depuis la fermeture de Sangatte il y a 10 ans par Sarkozy, la situation n'a cessé de se dégrader. Dans la droite ligne (sans jeu de mot) des pouvoirs précédents, la seule réponse concrète apportée par ce gouvernement... a été l'envoi de forces de l'ordre supplémentaires: 70 gendarmes mobiles sur la rocade

et le port, 30 CRS en patrouille dans le centre-ville, et l'installation de barrières «sur quatre kilomètres» pour apaiser les relations avec les routiers... Annoncée en septembre, l'ouverture d'un nouveau centre d'accueil de jour pour les migrantEs, défendue par la maire UMP Bouchart et le ministre de l'Intérieur Cazeneuve, n'est pour l'instant qu'une vague promesse. On n'est pas déçu. En attendant, l'hiver arrive; les migrantEs dorment dans la rue sous des tentes; les distributions de repas, au départ prévues pour 200 à 300 personnes montent aujourd'hui à 600 ou 800; l'ultra-précarité est partout. Immonde cerise sur un gâteau, Marine Le Pen, en visite dans la ville vendredi 24 octobre, a la solution: «On les renvoie chez eux!». Bienvenue au pays des droits de l'homme.

## KOBANÉ Solidarité avec les luttes des peuples kurdes et arabes

*Les résistantEs de Kobané ont repoussé dimanche 26 octobre la quatrième attaque des troupes réactionnaires et fascistes de l'État Islamique (EI/Daesh). Ils ont défendu le seul point frontalier avec la Turquie qui est resté libre aux mains des unités de la protection du peuple kurde (YPG).*

Les YPG et les bataillons arabes de Kobané ont libéré aussi quelques quartiers à l'est de la ville et repoussé les attaques de Daesh à l'ouest et au sud. La situation militaire aurait un peu évolué en faveur des forces kurdes et arabes qui défendent la ville, mais Daesh mobilise ses forces des autres régions, comme celle au nord d'Alep, vers Kobané, pour tenter d'écraser sa résistance héroïque, sans toutefois y parvenir. Contrairement aux allégations martelées par les médias, les raids aériens de la coalition internationale dirigée par les USA n'ont stoppé l'offensive de Daesh ni en Syrie ni en Irak. Les officiers de l'armée américaine eux-mêmes décrivent ces bombardements comme une «bruine»! Les Américains avaient effectué, jusqu'au milieu de la semaine dernière, 300 raids aériens en Irak et 200 raids en Syrie, contre 100 pour leurs alliés, dans la même période. Un centre d'études stratégiques américain a publié un tableau comparatif des guerres déclenchées depuis 1990 par des coalitions dirigées par l'impérialisme américain, révélateur de la volonté



Des combattants kurdes dans Kobané. DR

américaine de laisser durer dans le temps sa «guerre» contre Daesh, pour lui permettre de rétablir son hégémonie au Moyen-Orient. Ainsi la deuxième guerre du Golfe (1991) a duré 43 jours, 1100 raids aériens en moyenne par jour; la guerre contre la Serbie (1999) a duré 78 jours, 138 raids aériens en moyenne par jour; la guerre en Afghanistan (2001) a duré 75 jours, 86 raids aériens en moyenne par jour;

la guerre contre l'Irak (2003) a duré 31 jours, 800 raids aériens en moyenne par jour. La guerre contre Daesh dure depuis plus de 75 jours, avec seulement sept raids aériens en moyenne par jour...

### Ne compter que sur ses propres forces...

Mais cette coalition n'est pas seulement inefficace: elle n'est pas une force de libération des peuples

kurdes ou arabes en Syrie ou en Irak. La coalition internationale est traversée de contradictions et, de l'aveu même du vice-président américain Biden, comprend des partenaires comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar et la Turquie, accusés de financer et de soutenir les groupes djihadistes les plus réactionnaires. Piliers de la contre-révolution dans la région, ces gouvernements ne sauraient être des libérateurs des peuples en lutte pour leur émancipation. Ainsi, le gouvernement turc qualifie le PYD d'organisation «terroriste», empêche l'acheminement des aides, armes et combattants kurdes et arabes à travers ses frontières pour rejoindre Kobané. Il a tout tenté pour faire passer de 200 à 150 le nombre de peshmergas, des combattantEs venus de la province kurde d'Irak autorisés à rejoindre Kobané, peshmergas qui ne sont toujours pas arrivés dans la ville. Ce même gouvernement tente aussi d'imposer des bataillons islamiques aux 1300 combattantEs des bataillons démocratiques de l'Armée syrienne libre (dont font partie des combattantEs des Factions de la libération du peuple du Courant de la gauche révolutionnaire). Par leurs expériences de lutte pour la liberté et la démocratie, les peuples kurdes et arabes ont appris à ne compter que sur leurs propres forces, et surtout sur les luttes communes contre leurs oppresseurs communs. Cela exige une mobilisation internationale pour Kobané et pour toutes les forces démocratiques et progressistes en Syrie.

**Ghayath Naisse**

actionnaires en 2013, montant en hausse de 4% par rapport à 2012. Pour la majorité de la population, cette politique est un véritable désastre: jamais le chômage, la précarité et les inégalités n'ont été aussi forts. Et le bilan à mi-mandat de la politique de Hollande sur le chômage est une accumulation de records, à la hausse... Nouveau record en septembre, avec 19200 demandeurs d'emploi de plus (+0,6%). Si l'on intègre les personnes ayant en partie travaillé dans le mois (catégories B et C), la hausse a été encore plus forte avec 50200 chômeurs de plus, portant leur total à 5431500. Quant au nombre de chômeurs de longue durée (catégories A, B et C), il a continué sans surprise à progresser, franchissant le cap des 2200000 (+1,5% sur un mois, +10% sur un an...). Face à ces tristes résultats, Rebsamen et le gouvernement le reconnaissent: «nous sommes en échec». Mais on ne change pas une politique qui

perd... Mais cela n'est pas perdu pour tout le monde et Gattaz peut se frotter les mains.

### L'affrontement, c'est maintenant!

Face à une telle politique, il y a urgence à construire une mobilisation unitaire. À l'initiative du collectif pour une Alternative à l'austérité regroupant associations, organisations syndicales et politiques, les manifestations du samedi 15 novembre prochain seront une étape importante. Elles doivent être le rendez-vous de toutes celles et ceux qui ne supportent plus la politique menée depuis deux ans et demi. Qui ne supportent plus ni ce chômage de masse, ni l'austérité, ni la destruction de la protection sociale et des services publics, ni la loi de transition énergétique bidon, ni la répression allant jusqu'à la mort pour imposer des grands projets nuisibles comme le barrage de Sivens, l'aéroport de

DRAPENUX EN  
BERNE À L'ÉLYSÉE



Notre-Dame-des-Landes ou la ferme-usine des 1000 vaches, ni les interventions militaires impérialistes contre les peuples...  
**Sandra Demarcq**  
Voir aussi en page 8 l'article sur la préparation du 15 novembre

exigences sociales, écologiques, démocratiques, radicales. Cela ne peut plus attendre.

**Sandra Demarcq**

Voir aussi en page 8 l'article sur la préparation du 15 novembre

## Le chiffre

# 231

*C'est le nombre d'enseignantEs stagiaires de Seine-Saint-Denis, en poste depuis le 1<sup>er</sup> septembre... et qui n'ont toujours pas touché un centime de salaire! Sans doute font-ils partie des «dysfonctionnements» dont parle le ministre de l'Éducation nationale...*



## Agenda

**Mercredi 12 novembre, rencontres de La Brèche, Paris.** Avec Clara et Henri Benoits, auteurs de *L'Algérie au cœur. Révolutionnaires et anticolonialistes* à Renault-Billancourt, à 18h à la librairie.

**Jeudi 13 novembre, meeting du NPA, Paris.** Avec Olivier Besancenot et des animateurEs des luttes et mobilisations, à 20h au gymnase Bidassoa, 25 rue de la Bidassoa, Paris 20<sup>e</sup>.

**Jeudi 15 novembre, journée nationale de manifestations contre le budget et le gouvernement PS-Medef.**

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

*Mourir pour des idées, c'est une chose, mais c'est quand même relativement stupide et bête.*

THIERRY CARCENAC, président PS du Conseil général du Tarn et sénateur, partisan du barrage de Sivens, lundi 27 octobre (cité par *La Dépêche*).

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0414 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.  
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire de rédaction:**  
Manu Bichindaritz

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

DE MARGERIE

## « Les morts sont tous des braves types » ?

En affirmant « Il est mort au champ d'honneur professionnel, parce que c'était un patron de terrain », Jean-Pierre Elkabbach a donné le ton à la pluie d'éloges qui s'est abattue sur le pays après l'annonce de la mort du PDG de Total, Christophe de Margerie.



Ainsi, les trois journaux télévisés du 13 heures, ont consacré en cumulé 30 minutes, sur 1h30 en tout, à un seul sujet : le charisme du défunt et la symbiose entre le boss et ses employés. Morceaux choisis : « les salariés étaient remplis de tendresse pour cet homme très humain qu'ils ne connaissaient pas mais qu'ils croisaient souvent dans l'ascenseur » ou encore toujours de l'impayable Jean-Pierre Pernaut : « le patron de Total restait très proche de ses 100 000 salariés dans 130 pays ». Quel homme... Il a mis fin aux conflits entre les intérêts de classes chez Total !

Ce matraquage médiatique est, évidemment, en phase complète avec les louanges d'une grande partie de la classe politique : PS, UMP, UDI, Front national... Laurence Parisot, qui sait bien, elle, que la lutte de classes est toujours d'actualité, qualifie Margerie de « chef d'entreprise d'exception », signe de fraternité envers l'un des siens.

Mais le plus prolix aura encore une fois été le Premier ministre, qualifiant le PDG défunt de « patriote, un homme qui aimait profondément son pays, un citoyen engagé ». On comprend que Valls, contesté notamment par une partie des siens sur sa politique économique et sociale, souhaite l'unanimité sur un sujet somme toute assez éloigné du débat budgétaire, et espère que l'attention de la population sera détournée vers ce drame humain estampillé « perte nationale ».

### Unité nationale

Dans ce beau concert, fruit de la collaboration entre le patronat, le droite et la gauche de gouvernement, la juste position de Gérard Filoche résonne comme un couac inacceptable. Le gouvernement doit faire taire ce trublion. Et là, c'est aussi l'unité retrouvée au sein du PS, de ceux qui jugent les idées socialistes passésistes à ceux qui refusent d'abandonner le mot de « socialiste ». Ainsi, relayant l'injonction complice venue de l'UMP, Cambadélis n'a pas hésité à demander que Gérard Filoche soit déferé devant la Haute autorité du Parti socialiste...

Nous étions nombreux à ignorer son existence, et se pose du coup aujourd'hui la question de son utilité : pourquoi n'a-t-elle pas exclu les Cahuzac, Thévenoud, Guérini, Strauss-Kahn et leurs pairs qui, par leurs actes, ont bafoué des valeurs que les citoyens croyaient de gauche, qui ont contribué par leurs comportements personnels et politiques au désarroi, à la désespérance des électeurs, laissant la voie ouverte à la montée du FN et de ses idées réactionnaires ?

Pourquoi un tel procès en sorcellerie contre Gérard Filoche ? Celui-ci a seulement rappelé quelques vérités, dont celles-ci : il meurt 2000 salariéEs par an lors d'accidents professionnels souvent évitables, dans l'indifférence générale, notamment celle des journaux télévisés...

Total, dont Christophe de Margerie était le PDG, a été très complaisant avec la dictature birmane, laissant utiliser le travail forcé pour ses propres projets. Il a dévoyé les normes, malgré les risques connus, souvent suivis de réelles catastrophes sociales et écologiques, à chaque fois que cela pouvait limiter un tant soit peu ses profits. Il a reçu des dividendes louches, notamment dans le cadre d'une opération dite humanitaire en Irak. Enfin, Total ne payait pas l'impôt sur les sociétés en France !

Christophe de Margerie, un vrai « patriote ». Puisqu'on vous le dit !

Roseline Vachetta

PS

# Décomposition politique

Mardi 21 octobre, a été voté à une courte majorité, 266 voix contre 245, la partie recettes du budget 2015, vote marqué par une abstention des « frondeurs » dont trois anciens ministres, Aurélie Filippetti, Benoît Hamon et Delphine Batho, ainsi que celle de 14 écologistes dont Cécile Duflot. La crise rebondit de plus belle dans un PS en plein psychodrame et en pleine crise d'identité...

Cette première partie du débat budgétaire met Valls et son gouvernement dans une situation difficile. Pourtant, les « frondeurs » n'ont nullement l'intention de basculer dans l'opposition : ils se contentent de reprocher à Hollande de ne pas résister à Bruxelles et de ne pas dialoguer avec eux. Sur le fond, ils ne remettent rien en cause, seulement soucieux de ne pas être associés au discrédit qui touche l'exécutif.

### L'austérité, oui, mais à quelle sauce ?

À court terme, Hollande n'a pas plus à craindre de sa majorité que de Bruxelles, de l'abstention des « frondeurs » que de la lettre de la Commission européenne. Les uns et les autres ne font que discuter des modalités de mise en œuvre de l'austérité. Il n'empêche que tout cela a affaibli Hollande et Valls.

Benoît Hamon rencontre un certain écho quand il dénonce « la préparation tout droit, comme on s'y prépare pour 2017, d'un immense désastre démocratique [...] non seulement l'arrivée au second tour de la présidentielle de Marine Le Pen sans coup fêrir, mais en plus la menace que demain, elle dirige le pays ». Cambadélis peut se dire choqué ou le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, dénoncer un « manquement au devoir [...] Il y a des devoirs quand on est dans une majorité. La question budgétaire est

VIRONNS VALLS !



essentielle. Donc il y a un manquement au devoir ». Mais les leçons de morale seront impuissantes à imposer la solidarité avec un gouvernement en déroute.

Martine Aubry en profite pour régler ses comptes avec Hollande tout en se posant en leader éventuel des « frondeurs ». Elle dégomme une politique faite « au détriment de la croissance », les aides aux entreprises sans contreparties, la grande réforme fiscale qui ne vient pas, le « mirage » du travail du dimanche, la remise en cause de l'assurance chômage, le refus du débat avec les « frondeurs »... Tout en affirmant à qui veut l'entendre : « Je veux absolument que François Hollande réussisse » !

### « Se réinventer ou mourir »...

Valls a contre-attaqué, cherchant à accélérer les ruptures. « Il faut en finir avec la gauche passésiste, celle qui s'attache à un passé révolu et nostalgique, hantée par le surmoi marxiste et par le souvenir des Trente Glorieuses. La seule question qui vaille, c'est comment orienter la modernité pour accélérer l'émancipation des individus », dit-il sans rire. Il propose, mais ce n'est pas vraiment une nouveauté, de « bâtir une maison commune » de « toutes les forces progressistes », sous la forme d'une fédération ou d'un parti commun, face à la « menace d'une droite dure et d'une extrême droite qui progresse ». Et, vieille rengaine aussi, le PS devrait abandonner

son étiquette « socialiste » pour se contenter d'être « pragmatique ». Convaincu que le PS ne survivra pas au discrédit du pouvoir, Valls prépare 2017 en se démarquant, et de Hollande et des dirigeants du PS, pour jouer son propre jeu au centre et à droite, vers Bayrou et Juppé. Cambadélis, dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'est pas hanté par son surmoi marxiste, postule à être celui qui sauvera le PS. Étrange sauveur que celui dont le parcours personnel est jalonné de reniements, de coups tordus, et par l'attrait pour le pouvoir et l'argent. Le rôle de syndic de faillite lui va, en fait, comme un gant.

Tout ce petit monde nous joue une mauvaise farce, qui s'étale avec le cynisme et l'inconscience des gens de pouvoir aveuglés par leurs illusions sur eux-mêmes, par les jeux médiatiques, au point de ne pas voir leur propre fin qu'ils prennent un étrange plaisir à accélérer. Une mascarade qui accélère surtout la salutaire rupture des classes populaires, des travailleurEs, avec cette gauche qui n'a jamais été de leur côté, toujours prompt à trahir une fois élu ses propres engagements aussi faibles soient-ils. Aujourd'hui, Cambadélis et ses amis n'ont plus rien à trahir et les travailleurEs n'ont plus d'illusions à perdre. Il leur appartient de prendre leurs affaires en main : faire de la politique pour leur propre compte sur leur terrain de classe.

Yvan Lemaitre

PALESTINE

## Répression de la solidarité : relaxe... et acharnement !

Il n'aura fallu que quelques heures au Parquet général – c'est à dire à la Chancellerie – pour faire appel de la relaxe prononcée mercredi 22 octobre par le TGI de Paris, en faveur de notre camarade Alain Pojolat, arbitrairement poursuivi pour appel à manifestations interdites. Cet acharnement juridico-politique est une nouvelle preuve, s'il en fallait, de la fuite en avant du gouvernement dans la répression du mouvement de soutien au peuple palestinien.

### Un cadre unitaire efficace

Mercredi 22 octobre, dès 8 h 15, 300 personnes se sont regroupées place de la Fontaine Saint-Michel, à portée de voix du palais de justice où était convoqué Alain, pour protester contre les poursuites engagées contre notre camarade. La puissante sono fournie par la CGT 75, dont Alain est militant depuis de nombreuses années, sera entendue jusque dans la salle d'audience, peu habituée à une telle affluence.

Les interventions des représentantEs de la gauche sociale et politique, et de la solidarité avec la Palestine, se sont succédées pendant une bonne partie de la matinée. Le NPA se félicite du succès de ce rassemblement unitaire, et remercie chaleureusement toutes celles et tous ceux qui y ont contribué.

### Un ministère public à la peine

Dès la lecture du chef d'accusation, les failles du dossier, et sa minceur, sont apparues au grand jour, plongeant le tribunal dans une légitime perplexité : aucune preuve apportée sur la responsabilité personnelle d'Alain dans le maintien de la manifestation et du rassemblement interdits,



Alain, juste avant le procès, lors du rassemblement de soutien mercredi 22 octobre. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

non présence de notre camarade à ces deux initiatives... Du grand n'importe quoi !

Empêtrée dans ses contradictions et face à la vacuité de l'accusation, la représentante du parquet tentait courageusement de se sortir d'affaire en avançant un argument des plus spécieux : « Après avoir pris connaissance de l'arrêté préfectoral d'interdiction, M. Pojolat aurait dû désorganiser ce qu'il avait organisé ». Dans sa plaidoirie, l'avocat d'Alain, Jean-Louis Chalanset a facilement

démonté toutes les incohérences de l'accusation sur le plan juridique. Puis il s'est attardé sur le fond : celui du droit inaliénable à manifester, et de la légitimité du soutien au peuple palestinien. Dans une dernière intervention, Alain a conclu dans le même sens, ajoutant qu'aucun gouvernement, qu'il soit prétendument de gauche, de droite, ou d'extrême droite, ne nous fera reculer devant notre devoir à manifester notre soutien à la Palestine.

### Front unique contre la répression

Si ce procès a été médiatisé et a permis un large soutien, d'autres poursuites judiciaires sont en cours, notamment celles qui feront l'objet d'un procès mercredi 29 octobre à la 10<sup>e</sup> chambre du TGI de Paris. Le NPA apportera tout son soutien aux camarades inculpés.

Au-delà de la répression du mouvement de soutien à la Palestine – que celle-ci concerne les manifestations, les rassemblements, ou les actions BDS – c'est tout le mouvement social qui est confronté à la criminalisation des luttes, quelles soient syndicales, antifascistes, écologistes. C'est tout le mouvement social qui est confronté aux brutalités policières, qu'elles prennent l'aspect dramatique de Sivens, ou qu'elles se manifestent par des arrestations arbitraires, des chasses au faciès...

Toutes les organisations, partis, et syndicats qui s'opposent aujourd'hui à ce gouvernement, sont concernés par la répression. Le NPA veillera à ce que la mobilisation unitaire du 22 octobre ne reste pas sans suites.

Alfred Ségalo

GRANDE-BRETAGNE

# Une situation politique instable

Des dizaines de milliers de salariéEs ont défilé à Londres samedi 18 octobre à l'appel de la TUC (la confédération syndicale britannique) derrière le mot d'ordre « la Grande-Bretagne a besoin d'une augmentation ».



Les salariéEs de la santé dans la manifestation du 18 octobre à Londres. DR

Depuis 2008, un salariéE a perdu en moyenne quelque 2500 euros de revenu annuel. La Grande-Bretagne est le pays du G7 qui connaît la croissance la plus forte (3% cette année) et un taux de chômage officiel de 6%, mais les travailleurEs n'en tirent aucun bénéfice. Pourquoi? Des millions d'entre eux ont vu leur salaire baisser ou leur temps de travail réduit. Deux millions de salariéEs ont été reclassés sous le statut d'auto-employés, moins payés et privés d'assurance maladie. Si l'on ajoute les coupes massives dans les dépenses sociales, rien de surprenant si les sondages montrent un mécontentement très fort et prédisent une légère avance au Parti travailliste lors des prochaines élections. Plus de 80% des manifestantEs venaient du secteur public avec une forte présence des salariéEs les moins bien payés. Le mouvement de grève de la semaine précédente dans la santé a contribué à mobiliser pour

la manifestation, alors même que l'appel avait été annulé dans certains secteurs. Cela dit, la manifestation était sensiblement plus réduite que celle de l'an dernier. La combativité des travailleurs est encore faible en raison de décennies de défaites, des effets de l'austérité et du glissement continu à droite de leur allié « traditionnel », le Parti travailliste.

### Travailleuses sur la défensive

Ed Miliband, le Hollande britannique, dit qu'un gouvernement travailliste au pouvoir se soumettrait aux mêmes contraintes budgétaires: les travailleuses couperaient dans les dépenses et respecteraient le plafonnement des aides sociales décidé par l'actuel gouvernement, qui limite les aides qu'une même famille peut recevoir. Seuls 12 députés travaillistes (tous âgés de plus de 60 ans!) ont voté contre ce plafonnement. Miliband apparaît totalement étranger aux préoccupations et à la vie des gens ordinaires.

Le Parti travailliste pense pouvoir gagner en conservant ses positions, pendant que les Tories perdent des voix au profit des anti-Union européenne de Ukip (le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni). Le problème est que l'opposition travailliste est si molle qu'elle perd aussi des voix au profit de Ukip et des Verts qui connaissent à nouveau une percée. Les classes populaires, en colère, exaspérées par la caste politique de Westminster, se détournent des partis traditionnels.

### Percée du parti raciste et xénophobe

La crise du système politique émane en premier lieu des politiques d'austérité. En Grande-Bretagne, cette crise est aggravée par la question de l'appartenance à l'UE et par la question écossaise. L'opposition à l'UE s'est renforcée avec le rejet des migrantEs, dont une majorité vient désormais d'Europe. Si l'on y ajoute les effets dévastateurs des politiques d'austérité ainsi que la défiance vis-à-vis des politiciens renforcée par le scandale des dépenses, il y a là tous les ingrédients qui expliquent la montée du parti raciste Ukip. Arrivé en tête lors des élections européennes, il a aussi gagné son premier siège au Parlement et semble en passe d'en emporter un deuxième en présentant dans les deux cas des candidats issus du Parti conservateur. Ukip menace aussi le Parti travailliste puisqu'il a failli, à 600 voix près, emporter un siège traditionnellement acquis à ce dernier près de Manchester. Aujourd'hui, conservateurs comme travaillistes marchent dans les pas de Ukip en

promouvant un durcissement des lois vis-à-vis des migrantEs.

### L'exemple écossais?

Lors de la manifestation, le leader syndical de gauche, Len McCluskey, a appelé Miliband à faire preuve d'audace et à refuser de mettre en œuvre une politique d'austérité même atténuée. Mais il entretient des illusions en suggérant que Miliband pourrait mener une politique de gauche s'il ignorait seulement ses conseillers blairistes. Dirigeant syndical de la fonction publique, Mark Serwotka a une approche plus réaliste: il défend la nécessité de construire un mouvement à gauche, et même un nouveau parti, pour s'affronter au Parti travailliste. S'agissant de la gauche radicale indépendante, tous les yeux sont tournés vers l'Écosse, où le Parti travailliste est en perte de vitesse au profit de forces à sa gauche. La Radical Independence Campaign tiendra bientôt un congrès regroupant 2500 militantEs et les effectifs du Parti socialiste écossais (le SSP) ont augmenté de plus de 1200 militantEs. Il y a des appels en faveur d'un mouvement de type Podemos. Le Parti travailliste écossais devrait perdre la moitié de ses sièges et son leader vient de démissionner, critiquant Miliband.

Dans le reste du pays, la gauche radicale souffre toujours de trop de divisions même si le projet de Left Unity initié par Ken Loach regroupe près de 2000 membres et 50 sections, avec comme objectif de renforcer l'unité de la gauche.

De Londres, Dave Kellaway  
Traduit par Raymond Adams

EUROPE

# Budget: beaucoup de bruit pour pas grand chose...

Malgré l'ampleur des cadeaux aux patrons, Bruxelles et Berlin trouvent que, dans son budget 2015, Hollande n'en fait pas assez dans le sens de l'austérité. Une querelle entre gens pourtant d'accord sur l'essentiel.

Depuis l'entrée en vigueur du traité budgétaire européen (TSCG), les États-membres de l'Union européenne sont, avant discussion dans leur Parlement, forcés d'adresser leurs projets budgétaires à la Commission européenne, commission qui peut leur faire des observations, demander des ajustements, voire des sanctions s'ils refusent d'obtempérer. Hollande s'en plaint maintenant, mais en octobre 2012, sous son impulsion, les socialistes ont ratifié (avec l'UMP) ce traité que dans sa campagne électorale, il s'était pourtant engagé à renégocier...

Il est clair que les projets budgétaires de Hollande étaient hors des clous par rapport aux règles sur la réduction des déficits publics. Paris affichait sur un déficit de 4,3% fin 2015 tandis que le retour à 3% est une fois de plus reporté (à 2017). En fait, les projets transmis par le gouvernement prévoient bien une réduction des dépenses de 21 milliards d'euros mais diverses mesures, en premier lieu les cadeaux consentis au patronat, réduisent les recettes. D'où le déficit prévu de 4,3%.

La clique HVM (Hollande-Valls-Macron) espérait que les largesses vis-à-vis des patrons attendraient le cœur de la Commission de Bruxelles et du gouvernement allemand. Pour ce qui est de la Commission, ce n'est pas le cas: celle-ci a adressé une lettre de remontrances au gouvernement français. Hollande a refusé sa publication: c'est ridicule car la lettre a été publiée par *Mediapart*, mais cela traduit bien une conception de la politique, fondée sur le secret et les arrangements pas clairs.

### Manœuvres, pressions et compromis

Pour faire pression sur Bruxelles, Macron et Sapin ont été dépêchés à Berlin pour « dealer » avec les Allemands. Grosso modo, la France s'engage à poursuivre ses réformes libérales, et l'Allemagne couvre Paris auprès de Bruxelles. Pour montrer leur zèle, Macron et Valls ont affiché leur intention de modifier l'indemnisation des chômeurs, montrant qu'ils étaient prêts à faire ce que les Allemands ont déjà réalisé. Par ailleurs, pour soutenir la croissance à nouveau en panne dans la zone euro, les deux pays ont discuté d'un plan d'investissements. Le gouvernement allemand a reconnu que des investissements supplémentaires seraient sans doute nécessaires mais n'a pris aucun engagement. La Commission doit, elle, montrer qu'elle défend la position de « petits » pays de la zone euro, qui ont dû mener des politiques d'austérité drastiques et ne voient pas pourquoi des concessions seraient faites à la France.

Face à cela, Hollande a commencé par dire qu'il ne changerait pas le budget. Puis Sapin a pris sa calculatrice et déclaré qu'il avait trouvé 3,6 milliards, permettant d'afficher un déficit de 4,1% du PIB. On pourrait rigoler de ce tour de prestidigitation, mais cela illustre le caractère de plus en plus obscur et antidémocratique du débat budgétaire. Le gouvernement monte au créneau pour économiser environ 800 millions d'euros d'allocations familiales mais sort brusquement des milliards de son chapeau. Sapin a immédiatement rassuré les patrons: « Nous ne touchons pas aux engagements du Pacte de responsabilité, ni aux 21 milliards d'économies programmées ».

On ne sait pas quels seront les épisodes suivants, mais tout cela finira probablement par un compromis avec Bruxelles sur le budget français, et des déclarations d'intention plus ou moins précises sur un programme d'investissements. L'essentiel est ailleurs: Hollande répète jour après jour qu'il ne déviara pas de sa politique pro-Medef. La zone euro, elle, est en stagnation, voire à la veille d'une nouvelle récession.

Henri Wilno

# BRÉSIL Contre la droite, Rousseff réélue

À ces élections, les plus « chaudes » depuis la dictature militaire au Brésil, Dilma Rousseff, la candidate d'une large coalition de partis dirigés par le PT, a été réélue Présidente ce dimanche 26 octobre avec 51,64% des voix. Environ 3,5 millions de votes l'ont séparée de son adversaire, Aécio Neves (sur un total de plus de 112 millions d'électeurs)...

La victoire de Dilma n'a émergé que dans la dernière semaine de campagne: les premiers sondages pour le second tour donnaient un léger avantage à son adversaire. Certaines caractéristiques de ce second tour rappelaient les élections précédentes (2006 et 2010), avec un PT au gouvernement qui se battait contre des candidats des coalitions dirigées par le PSDB: il y a bien eu une bipolarisation gauche droite. Bien que les différents gouvernements PT n'aient pas été, de fait, de vrais gouvernements de gauche, les candidats PSDB ont toujours été encore plus à droite...



C'est pas passé loin... DR

après l'annonce des résultats du vote: « Nous avons fait plus de 260 réunions à travers le pays, avec 300, 400, 500 militants. Les mouvements sociaux nous ont dit: "nous avons de profondes critiques à vous faire, mais nous savons que l'autre projet, pernicieux, serait bien pire". Alors ils ont sillonné les villes pour faire notre campagne. (...) Nous avons fait une autocritique sur notre manque de dialogue, sur la distance, tant du parti que du gouvernement, par rapport à notre base ».

Pour sa part, Lula a fait plusieurs appels au PT afin qu'il cesse d'être un « parti des cabinets » et redevenue « un parti de militants », comme si lui-même ne portait pas une responsabilité majeure dans le cours que le PT a pris depuis son arrivée au pouvoir...

### Retour à la normale...

Plus que les critiques de Gilberto Carvalho ou les appels de Lula, ce qui a contribué à la mobilisation a

bien été le risque de la victoire PSDB. Une partie des militantEs du PSOL, le principal parti d'opposition de gauche aux gouvernements du PT, a participé à cette mobilisation. Ainsi le PSOL n'a pas soutenu Dilma Rousseff, mais a adopté le mot d'ordre « pas de vote à Aécio »: les militantEs du PSOL ont donc voté nul ou pour Dilma Rousseff. Ce climat « gauche contre droite » a été crucial pour la victoire de Dilma. Mais les élections passées, les choses reviennent à la normale. Ainsi, dans son discours de victoire, Dilma Rousseff s'est déclarée « ouverte au dialogue »... avec la droite défaite, et a précisé qu'elle « ne veut pas d'un pays divisé ». Rien ne dit qu'elle et le PT soient prêts à suivre une ligne s'appuyant sur la mobilisation sociale qui a commencé, pour chercher à l'approfondir contre la droite. Et vu sa composition actuelle, rien n'est plus improbable que le PT redevenue « un parti de militants ». Par ailleurs, s'il l'essayait, il provoquerait une crise immédiate avec la coalition de partis de centre-gauche, centre-droit et clairement de droite, qu'il dirige.

De Sao Paulo, João Machado

### Mobilisation générale

Cette fois, il y avait une grande nouveauté: le risque d'une défaite de Dilma Rousseff était réel, ce qui a entraîné une grande mobilisation des militantEs du PT et des militantEs des mouvements sociaux, comme on n'en avait pas vu depuis 2002 (la première élection de Lula). Gilberto Carvalho, ministre en charge des relations avec les mouvements sociaux, a fait une déclaration peu

# CLIMAT :

**Urgences,  
fausses solutions,  
et mobilisation!**

Dossier réalisé par la Commission nationale écologie du NPA

## UN AN AVANT LA COP21... EN ROUTE VERS LES +6°C?

**D**ans un peu plus d'un an, début décembre 2015, s'ouvrira au Bourget, près de Paris, la COP21, la 21<sup>e</sup> Conférence des parties signataires de la convention cadre des Nations unies sur le changement climatique. Issue du sommet de la Terre de Rio en 1992 et entrée en vigueur en 1994, la convention tirait la sonnette d'alarme et appelait à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), responsables du dérèglement climatique. Mais depuis 20 ans, les mécanismes capitalistes censés lutter contre le réchauffement climatique (primes, quotas, droits d'émission échangeables, taxes et autres « internalisations des externalités ») servent de prétexte à une gigantesque vague d'appropriation des ressources et n'ont fait qu'aggraver les risques environnementaux tout en approfondissant l'injustice sociale. Loin de se réduire, les émissions de GES augmentent de plus en plus vite! À ce rythme, elles mettent le monde sur la voie d'un réchauffement de 6°C d'ici 2100, alors que la limite à ne pas dépasser sous peine de graves conséquences (montée des eaux, famines, épidémies, disparition massive d'espèces...) est de 2°C.

D'ores et déjà la multiplication des phénomènes extrêmes frappe en particulier les populations les plus pauvres et les plus vulnérables faisant plusieurs dizaines de millions de réfugiés climatiques chaque année. Alors à quoi peut bien servir une conférence de plus? Officiellement 2015 est l'année butoir fixée pour signer un nouveau protocole international, destiné à succéder aux accords de Kyoto. Mais on ne peut entretenir aucune illusion sur ce qui peut en sortir.

Comme pour les précédentes, ce que l'on peut attendre de mieux de ce rendez-vous, ce sont les mobilisations hors de cette enceinte feutrée. L'enjeu international se double de l'enjeu national. La mobilisation devra aussi s'opposer au gouvernement qui veut en faire une vitrine, verdir son image, alors que sa loi de transition énergétique est à la fois inefficace et nucléaire-compatible, comme en témoigne le « Salon mondial du nucléaire », véritable foire internationale du nucléaire, qui vient de se tenir sur le lieu même où se déroulera la COP21... Histoire de marquer le territoire!

## Qui sont les réfugiés climatiques?

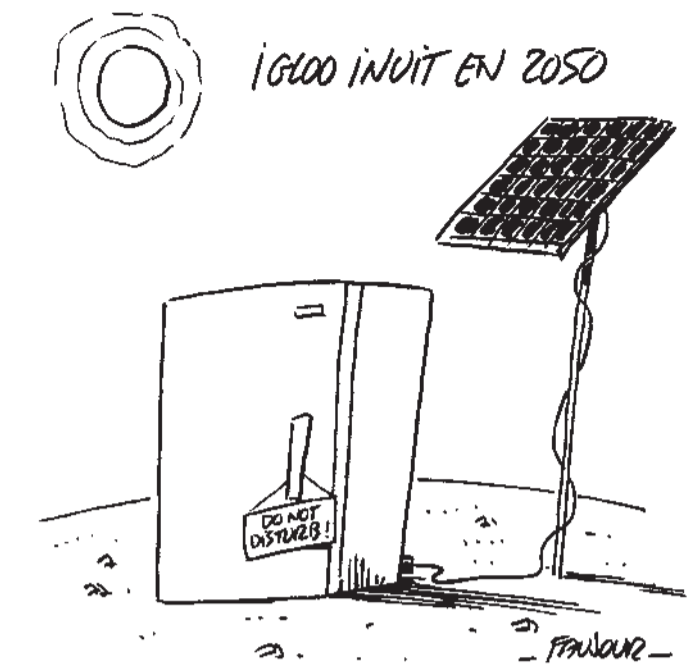
Le terme de « réfugiés climatiques » désigne les personnes obligées de quitter leur pays d'origine en raison de catastrophes liées au dérèglement climatique et à la gestion absurde des pratiques d'aménagement des rives et des sols : des inondations à répétition comme au Bangladesh, aux Tuamotu, aux Maldives, des cyclones, des tsunamis, phénomènes brutaux et très visibles, faisant des millions de sinistrés.

**D'**autres destructions sont plus graduelles mais tout aussi graves : sécheresse, désertification, déforestation, salinisation ou érosion des sols... Les habitantEs ne peuvent alors plus vivre dans un environnement détruit. Il s'agit souvent, pour le moment, de régions éloignées de nous : Asie, Afrique, Pacifique, Alaska... mais à plus long terme, des villes comme Venise, Londres ou New York seront menacées par la montée des eaux. Nous aurions tort, dans nos régions, de nous croire à l'abri : des régions entières seront rayées de la carte. Là non plus, l'égalité n'est pas de mise. Les plus démunis, les exploités, les pauvres, seront les premiers et les plus touchés. Souvenons-nous de l'ouragan Katrina à la Nouvelle Orléans!

### Des millions chaque année

Le Conseil norvégien pour les réfugiés a comptabilisé 22 millions de nouveaux réfugiés climatiques pour 2013. D'après les chiffres de l'ONU, ils seront 250 millions dans le monde d'ici à 2050, d'autres donnent des chiffres encore plus pessimistes. Sans-droits... L'appellation « réfugiés climatiques » ne correspond à aucun statut juridique et ne leur donne aucun droit à indemnisation, reconstruction,

relogement ou accueil. Ils rencontrent des résistances là où ils essaient de s'installer ou de se mettre à l'abri. De nouveaux conflits territoriaux, douloureux pour tous, se dessinent. Et déjà l'extrême droite instrumentalise l'inquiétude suscitée par ces nouveaux migrantEs. On ne peut plus attendre! Pour éviter les catastrophes qui chassent les populations de chez elles, l'urgence est de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'imposer une autre logique de production et de consommation. Il ne s'agit pas d'attendre que les producteurs de ces gaz veuillent bien l'accepter, il ne s'agit pas d'y penser vaguement : c'est urgent, c'est maintenant, c'est ici. Il y va de notre vie à touTEs, elle vaut plus que leurs profits.



## Pendant ce temps-là, que fait l'Union européenne?

Le Conseil européen vient de valider un « plan-énergie climat » complètement insuffisant...

**U**n véritable plan de lutte contre le réchauffement climatique doit s'attacher aux trois piliers fondamentaux : la réduction des gaz à effet de serre (GES), l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables. Or, avec une prévision de réduction de 40% d'ici 2030 (par rapport à 1990) des émissions de GES, sans vrais objectifs pour les États, le plan validé par les 28 États européens entérine le retard pris et reporte l'essentiel des efforts après 2030. Très grave quand on sait que l'important est davantage l'accumulation des gaz dans l'atmosphère, années après années, que le niveau des émissions.

### Le climat ou la loi du marché?

La discussion sur l'efficacité énergétique est remise à plus tard. Or, la question de l'efficacité, tant

pour la production d'énergie que pour la rénovation thermique, est cruciale. Quant aux 27% réservés aux énergies renouvelables, ils sont ridicules face aux enjeux. Les lobbys pétroliers et nucléaires ont encore de quoi faire basculer le climat vers la catastrophe. En outre, le marché carbone européen qui est un vrai fiasco et une aubaine pour les industriels, n'est pas remis en cause. Pour l'Europe libérale dirigée par et pour les capitalistes, la lutte contre le réchauffement climatique s'arrête là où commencent la loi du marché, la compétitivité industrielle et le remplissage des portefeuilles des actionnaires. On ne doit pas compter sur cette Europe libérale, mais uniquement sur les mobilisations populaires massives pour faire émerger les revendications indispensables à la survie de la planète et de ses occupantEs.

## Géo-ingénierie : les apprentis sorciers s'invitent à la table du dérèglement climatique

Le cinquième rapport du GIEC confirme les prévisions les plus pessimistes sur le réchauffement de la planète, les variations climatiques extrêmes (sécheresses, inondations, ouragans) et la hausse du niveau des océans. Il ouvre la porte à la géo-ingénierie<sup>1</sup> qui vise à prendre le contrôle du système climatique.



**L**e plan A de réduction des émissions de gaz à effet de serre échouant lors des conférences sur le climat, il faut un plan B : la géo-ingénierie. Celle-ci est divisée en deux grandes catégories : les techniques de capture du carbone pour extraire l'excès de CO<sub>2</sub> de l'atmosphère et le stocker (ensemencer l'océan en fer, accélérer l'érosion des roches, intervenir sur les processus biologiques...) et les techniques de gestion du rayonnement solaire pour réduire la quantité de lumière du Soleil parvenant à la terre (éclaircir les nuages, pulvériser du soufre dans la stratosphère, créer un filtre solaire autour de la terre). Les projets les plus délirants sont à l'étude et certains pourraient être testés pour le plus grand bonheur des grandes puissances, des grands industriels ou des militaires.

### Qui décide?

On ne maîtrise pas les conséquences globales et on ne demande pas l'avis des citoyenEs. Il est temps que soient dévoilées les illusions et dangers de ce plan B de sauvetage du climat et que les citoyenEs s'emparent de la lutte contre le changement climatique. Et si demain se mettait en place un thermostat dans le système climatique mondial, qui le gèrerait? Qui aurait la main dessus? Le président des États-Unis? Le Comité central du Parti communiste chinois? Vladimir Poutine? N'irait-on pas vers une possible « guerre du climat », une « guerre chaude »?

<sup>1</sup> Voir le livre de Clive Hamilton, *Les apprentis sorciers du climat. Raisons et déraisons de la géo-ingénierie*, Éditions du Seuil, collection Anthropocène, 2013, 19,50 euros.

# L'agriculture intelligente face au climat

Pour ceux qui en doutaient encore, les choses sont maintenant claires: les États et les organismes internationaux ont officiellement renoncé à limiter le réchauffement climatique. Le maître-mot est maintenant «adaptation» à des bouleversements de plus en plus inévitables. Une des politiques mises en œuvre dans cette optique d'adaptation est «l'agriculture intelligente face au climat – AIFC» («climate-smart agriculture»).

« Elle a pour objet de renforcer la capacité des systèmes agricoles, de contribuer à la sécurité alimentaire, en intégrant le besoin d'adaptation et le potentiel d'atténuation dans les stratégies de développement de l'agriculture durable »<sup>1</sup>.

Les premiers touchés par le réchauffement climatique seront évidemment les plus pauvres, et en particulier les petits paysans: sécheresse, salinisation des sols, destruction des cultures par des événements climatiques extrêmes, etc. 2014 étant l'année de l'agriculture familiale, on aurait pu s'attendre à ce que l'agriculture intelligente soit mise au service des petits paysans.

Il n'en est rien. Il s'agit en fait de continuer les mêmes politiques qui ont déjà détruit une partie de l'agriculture paysanne, en particulier dans les pays du Sud, dont beaucoup ont perdu leur autonomie alimentaire. L'AIFC apparaît comme la suite de la Révolution verte. La Banque mondiale, dont les décisions passées ont largement contribué à la détérioration de la biosphère, ne faillit pas à sa réputation. Ses propositions vont dans le sens d'une agriculture toujours plus technologique et de la dépendance des paysans. On voit ainsi resurgir les Plantes génétiquement modifiées (PGM) pour lutter contre la sécheresse, PGM que les paysans doivent racheter tous les

ans. Mais surtout, les propositions vont dans le sens de toujours plus de libéralisation et de privatisation.

## Contre l'agrobusiness

L'agriculture industrielle n'est absolument pas remise en cause, alors qu'elle est la principale contributrice agricole aux gaz à effet de serre. Au contraire, les solutions proposées vont dans le sens d'un agrandissement des exploitations. La financiarisation du secteur serait accélérée, d'autant que le

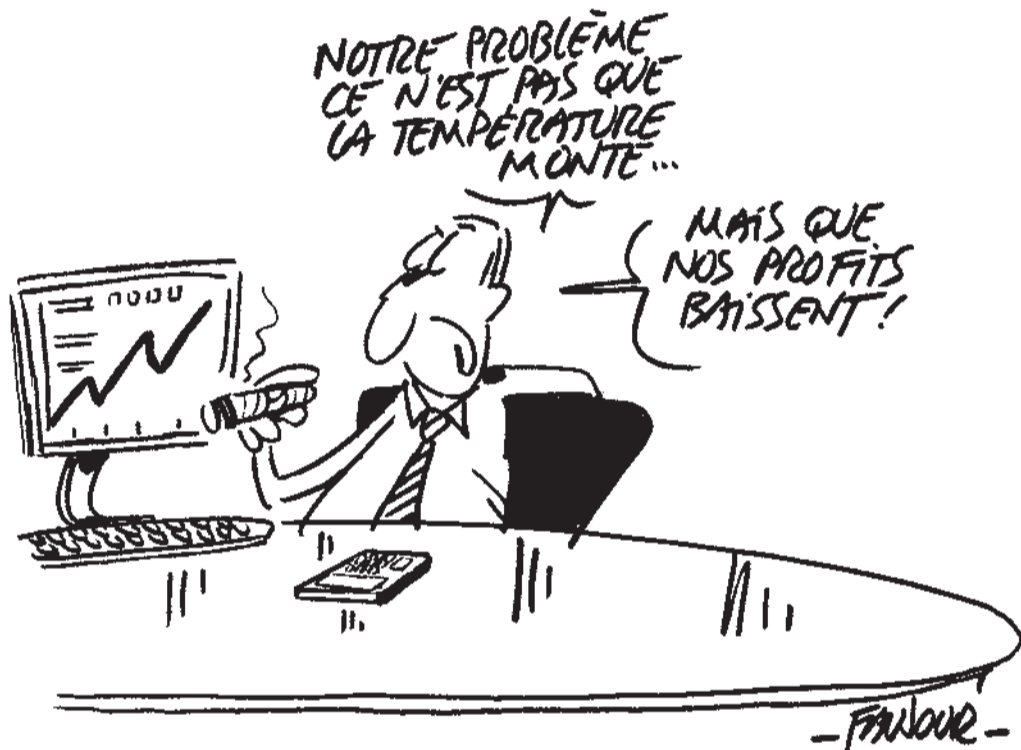
marché carbone serait étendu aux terres agricoles. De juteux profits en perspective dans la lignée des forêts – puits de carbone qui ont permis aux multinationales de s'enrichir tout en continuant à polluer. La Banque mondiale n'hésite pas à citer le Brésil et la Chine comme des exemples à suivre: exemplaire pour avoir augmenté l'intérêt du secteur privé ou pour avoir privatisé les terres!

Loin de favoriser l'agriculture paysanne, l'AIFC se focalise sur les

cultures commerciales dans un marché mondialisé. Comme le dit le mouvement international de petits paysans La Via Campesina, « nous devons lutter pour la souveraineté alimentaire et des modes de production à même de fournir un revenu juste pour les paysanEs et leurs communautés, de produire une nourriture saine répondant aux besoins nutritionnels des populations et de garantir l'accès alimentaire en quantité suffisante à tous. Toute pratique de production et de consommation, pour être vraiment durable, doit enrichir et protéger la Terre-Mère. »<sup>2</sup> Pas les capitalistes!

1 – FAO, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture: <http://www.fao.org/climatechange/epic/notre-action/definition-de-lagriculture-intelligente-face-au-climat/fr/#.VEouqodfblY>

2 – <http://viacampesina.org/fr/index.php/les-grands-ths-mainmenu-27/agriculture-paysanne-durable-mainmenu-42/1003-demasquer-l-agriculture-intelligente-face-au-climat>



# COP21: des convergences pour contester le système!

Il faut d'abord tordre le cou à une idée reçue: le climat, ça n'intéresserait pas les gens, en particulier pas les classes populaires qui ont des problèmes plus urgents...

D'abord une évidence: ce sont les plus pauvres, qui sont aussi les plus exposés et les plus mal secourus en cas de catastrophe. De plus, l'ampleur des manifestations le 21 septembre dernier montre qu'il existe réellement une possibilité de mobilisations très massives. 500 000 à New York, et 10 000 à Paris avec seulement un appel sur internet! On pourrait ajouter le rassemblement «Alternatiba» qui s'est tenu il y a un an à Bayonne en présence de 20 000 à 30 000 participantEs...

Ces initiatives sont de natures différentes mais elles montrent toutes une préoccupation largement partagée. Heureusement car, sans un mouvement de masse extrêmement puissant, il sera impossible d'imposer la révolution énergétique et civilisationnelle indispensable pour enrayer la catastrophe climatique. C'est ce dont nous devons être



Dans la manifestation new-yorkaise du 21 septembre. DR

totalelement convaincuEs et dont nous devons convaincre.

La mobilisation pour le climat est nécessairement internationale et internationaliste. Pour la manifestation de New York, le site 350.org, né sur internet, s'est allié à Avaaz, un mouvement basé sur internet, puis au Sierra Club, mouvement environnementaliste américain créé à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, et à «Climate Justice Alliance», une alliance de mouvements de base, de mouvements amérindiens et de groupes radicaux. Après un âpre débat, ce sont des jeunes de communautés marginalisées, afro-américains ou issus de l'immigration, qui ont ouvert la marche. Le mouvement « Occupy Wall Street », critique sur l'absence de

revendications et d'objectifs clairs, a soutenu la marche du 21 septembre, mais a aussi organisé le lendemain une vaste action directe non-violente, «inonder Wall Street», sur des mots d'ordre anticapitalistes. Face à la COP20 qui se tiendra en décembre à Lima (Pérou), les ONG environnementales s'allient aux syndicats de salariéEs, aux mouvements paysans et de peuples indigènes.

## Construire un mouvement de masse

En France aussi, la question qui nous est posée est celle de construire une mobilisation large, regroupant des formes d'action, des organisations, des combats différents, mais qui doivent converger. Une coalition

très large regroupe l'ensemble des associations environnementales, l'essentiel des forces syndicales, la Confédération paysanne et les mouvements altermondialistes et de solidarité internationale.

Autour de Notre-Dame-des-Landes se réalise la convergence des luttes contre les projets nuisibles imposés. Les «Alternatiba» se multiplient et mettent en avant des alternatives concrètes. Les questions de l'énergie, donc de la sortie du nucléaire et du refus de l'extraction des gaz de schiste, doivent occuper une place centrale. Il reste encore à gagner l'implication franche et massive de l'ensemble des forces du mouvement social et syndical. « Pour notre part nous ne faisons pas du lobbying, nous voulons faire entendre les voix des luttes, des premierEs concernés par les crises climatiques et qui cherchent une alternative. Les mobilisations de 2015 devront assumer leur unité comme leur diversité. Nous souhaitons un mouvement de masse. (...) Si les rassemblements autour des alternatives et les grandes coalitions ont leur utilité, elles ne peuvent répondre à toutes nos envies de luttes. » C'est ce que défend le NPA, avec d'autres militantEs se revendiquant d'une écologie anticapitaliste, antiproductiviste et autogestionnaire, regroupés dans le réseau « Climat social ».

# CHANGER LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT!

Les mesurètes de la loi de transition énergétique de Royal montrent que la gauche institutionnelle, imprégnée par les modèles productivistes dépassés (relance des grands travaux, recherche de la compétitivité des entreprises et de la croissance, poursuite du nucléaire...), n'a rien compris à l'urgence d'imposer de nouveaux modes de production et de consommation...

Dans ce domaines, ses alliés, PCF et PRG, pas plus. EÉLV, dont les dirigeants naviguent à vue selon les circonstances et la quête des places, ne peut être le moteur des mobilisations nécessaires pour imposer la rupture avec le système, seule voie efficace de lutte contre le basculement climatique. Du coup, les anticapitalistes ont un rôle primordial à jouer, et une responsabilité historique.

## Nos réponses écosocialistes

- ★ Appropriation collective du secteur de l'énergie et du crédit
- ★ Sortie du système énergétique actuel fondé sur l'exploitation des énergies fossiles et du nucléaire, et promotion des énergies renouvelables
- ★ Création d'un nouveau système énergétique efficient, renouvelable, décentralisé, (re)localisé, diversifié et riche en main-d'œuvre
- ★ Réduction des émissions, plutôt que la promotion des investissements «verts», avec en particulier la suppression des productions nuisibles ou inutiles: armes, publicité...
- ★ Investissements massifs dans la rénovation-isolation des habitats
- ★ Fin de l'exploitation de la plus grande partie des réserves de combustibles fossiles
- ★ Libre accès aux technologies vertes
- ★ Localisation des productions, en priorité agricoles
- ★ Nouvelle organisation de l'espace et de la mobilité, notamment par le développement des transports en commun publics gratuits
- ★ L'alternative anticapitaliste écosocialiste n'est pas une posture idéologique mais une nécessité objective, impérieuse, incontournable. Agissons ensemble pour transformer cette nécessité en conscience. C'est la réalité d'aujourd'hui, à laquelle tous les anticapitalistes doivent se confronter. Sans sortie du capitalisme, impossible de sauver la planète et ses occupantEs.
- ★ La conférence sur le climat au Bourget fin 2015 offrira à tous les anticapitalistes, porteurs de «l'utopie» d'un nouveau monde, seule option réaliste pour sauvegarder nos vies et notre environnement, la possibilité d'occuper la rue et d'y faire entendre leurs voix et revendications. Toutes et tous ensemble.

## LA POSTE

## Autoritarisme, répression et réorganisations

26 mai 2005: le GIGN intervenait contre les grévistes du Centre de tri de Bègles-Bordeaux qui occupaient leur centre pour en empêcher la fermeture. Ce n'était pas un hasard si La Poste a frappé fort à ce moment-là: elle s'apprêtait à lancer le plus vaste plan de restructurations et de suppressions d'emplois de son histoire, «Facteur d'Avenir». Répression et réorganisations, les deux faces d'une même pièce.

Depuis, la machine répressive s'est emballée: les procédures disciplinaires et/ou pénales contre les représentants syndicaux sont de plus en plus nombreuses et brutales. Mais une combativité s'exprime depuis le début de l'année, avec le déploiement de grèves parmi les plus longues qu'ai connues l'entreprise: 173 jours de grève dans le 92, 130 jours à Aubigny (18), 93 jours à Ajaccio, 61 jours à Epinay-sur-Orge (91), 51 jours à Paris 15... De multiples autres conflits de moindre durée (entre 3 et 10 jours) se sont aussi déroulés ces derniers mois. La direction de La Poste ne voudrait surtout pas que cette détermination devienne un exemple à suivre. La Poste est le second employeur après l'État, et les grèves de postierEs peuvent jouer un rôle dans le climat social du pays.

La Poste a peur de la contagion parce que les signes de mécontentement se sont multipliés ces dernières années. La répression ne s'abat pas que sur les militantEs: la Poste veut faire du tout-disciplinaire son mode de management normal, et elle reconnaît avoir licencié 1000 personnes en 2011, et 850 en 2012. Parmi eux, nombreuses et nombreux sont ceux qui l'ont été pour des brouilles, ou tout simplement pour s'être opposé à un petit chef.

## 30 octobre: mobilisation!

Il manque l'existence de perspectives de luttes communes. Regrouper les résistances est un impératif. Et cela commence par défendre l'ensemble des camarades postiers visés par la répression.

Le rassemblement du jeudi 30 octobre est une étape importante: il se tient le jour de la commission disciplinaire de Yann Le Merrer, représentant de SUD Activités Postales 92 que La Poste veut révoquer de la fonction publique pour «intrusions dans des établissements postaux» et «prises de parole sauvages». En fait, pour avoir été l'un des animateurs de la récente grève des Hauts-de-Seine. Ce rassemblement revêt un enjeu particulier. Si Yann était révoqué pour son activité militante, cela serait une première à La Poste depuis 1953! Ce rassemblement sera l'occasion de protester contre la politique répressive de La Poste dans son ensemble et de défendre le droit à s'organiser et à s'opposer à l'arbitraire patronal.

Hosea Hudson

## MANIFESTATIONS

## Préparer le 15 novembre!

Pour s'opposer aux mesures qui, au nom de la lutte contre les déficits, vont dégrader encore plus les budgets sociaux, casser les services publics, aggraver l'austérité et la progression du chômage, le collectif «Alternative à l'austérité» (ou 3A, ex-Collectif 12 avril) appelle à la mobilisation le samedi 15 novembre.

L'offensive libérale lancée par les gouvernements PS pour répondre aux exigences du Medef prend un tour systématique. Par petites touches et déclarations provocatrices, les ministres dessinent les contours d'une nouvelle étape d'une vaste remise en cause des acquis sociaux obtenus par les luttes sociales de plusieurs générations. Au travers des projets de loi de financement de la Sécurité sociale et du projet de loi de finances dont les recettes viennent d'être adoptées par l'Assemblée nationale grâce à l'abstention des frondeurs, se met en place une politique d'austérité sans précédent. La résistance à cette offensive est au cœur des manifestations du 15 novembre.

## Unité pour la contestation sociale

Composé de syndicats, d'associations, de partis politiques et de personnalités opposées, à gauche, à la politique PS-Medef, le collectif agit, dans le prolongement de la manifestation du 12 avril dernier «pour dire non au budget d'austérité du gouvernement Valls et appeler à ce qu'il soit rejeté! Pour dire non aux exigences du Medef! Pour rassembler et construire une alternative à la politique actuelle!»

Des réunions unitaires commencent à se tenir dans toutes les régions où se discute l'appel national à organiser des manifestations à Paris et dans les grandes villes de France. La date du 15 novembre a été fixée car elle correspond à la fin de la discussion au Parlement sur le projet de budget. Ce budget d'austérité qui symbolise l'ensemble de l'offensive capitaliste menée main dans la main – malgré les faux semblants – par le gouvernement



Faites chauffer les mégaphones... PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

et la Commission de Bruxelles. Alors que des journées de mobilisation syndicales ont été décidées ou envisagées pour la même période, les initiatives du 15 novembre permettent de faire converger les différents secteurs syndicaux et politiques qui veulent lutter contre les agressions du patronat et du gouvernement à son service. Elles ne s'opposent donc pas aux journées syndicales ou aux luttes menées dans les entreprises, mais au contraire facilitent la montée en puissance d'un mouvement de contestation.

## Pour un mouvement durable

Ce débat traverse les organisations syndicales dont une partie

des directions rechignent à s'engager dans un affrontement avec le gouvernement. Parfois, au nom de l'indépendance syndicale s'expriment aussi des réticences à agir au côté des partis. Mais les syndicalistes de luttes, attachés à juste titre à l'indépendance quand elle signifie le refus d'être des courroies de transmission, savent aussi que la construction d'un mouvement d'ensemble nécessite la mise en mouvement de forces dépassant les seuls effectifs syndicaux. Il appartient donc à ces militantEs de mener le débat afin de faciliter l'engagement dans les collectifs locaux d'un maximum de structures syndicales et d'équipes militantes d'entreprise.

Car les collectifs locaux qui se mettent en place pour préparer la manifestation ont pour vocation de créer, dans le maximum de villes, d'entreprises, les conditions d'un mouvement durable pour faire entendre la

voix de la lutte et construire les convergences. De ce point de vue, l'encouragement à construire ces collectifs locaux ne s'oppose pas au choix de concentrer les manifestations sur quelques villes seulement, de manière à conjuguer la possibilité de se déplacer en masse vers quelques lieux et la plus grande visibilité. Pour que la journée du 15 novembre soit à la hauteur des enjeux et constitue le point de départ d'une lutte conséquente et massive contre le gouvernement Hollande-Valls et contre le patronat.

Côme Pierron

Site du collectif:  
<http://www.collectif3a.org>

Facebook du collectif:  
<https://www.facebook.com/collectif3a>

Twitter du collectif:  
<https://twitter.com/collectif3A>

Contact mail du collectif:  
[contact@collectif3a.org](mailto:contact@collectif3a.org)

## ROYAL MONCEAU (75) DéterminéEs à gagner!

Le 21 octobre a eu lieu une nouvelle manifestation de soutien aux grévistes du Royal Monceau, propriété de Katara Hospitality, un fonds d'investissement qatari (voir l'Anticapitaliste n°260). Mobilisés depuis le 1<sup>er</sup> octobre, ils et elles veulent voir, entre autres, leur salaire porté au niveau de ceux pratiqués dans les autres palaces parisiens.

La manifestation au départ de l'hôtel Péninsula, également propriété du groupe, a rassemblé plus d'une centaine de personnes de la CGT, mais aussi de la CNT-SO et de SUD ainsi que du PG et du NPA. «À Paris comme à Doha, les salaires de misère, on en veut pas!» ont scandé les manifestantEs, en passant devant l'ambassade du Qatar, avant de se rendre devant l'hôtel en grève.

## Katara doit céder!

Après trois semaines de



PHOTOTHÈQUE ROUGE/LD

conflit, la direction bafoue non seulement le droit de grève en recrutant des extras, mais ne propose que 10 centimes d'augmentation...

alors que la grève lui a déjà coûté 4 millions d'euros! 2 millions d'euros sur un an suffiraient à satisfaire l'ensemble des revendications

des grévistes, dont l'augmentation de 2 euros du taux horaire et la baisse de la cadence pour les femmes de chambre.

Le vendredi 24 octobre, les parties se sont retrouvées au tribunal suite à l'assignation de la société. Une médiation a été mise en place, mais les manifestations continuent chaque mardi pour contraindre Katara à céder.

## LD

Solidarité financière avec les grévistes du Royal Monceau: s'adresser à l'US CGT Commerce, 67 rue de Turbigo, 75003 Paris

RÉFORMES  
Quand le Medef jouit (sans entrave...)

Dimanche 19 octobre (tout un symbole quand on sait qu'on veut bientôt nous faire travailler ce jour-là), François Hollande a annoncé devant un parterre de patrons étrangers réunis à l'Élysée, à l'occasion du «Conseil stratégique de l'attractivité», sa volonté de réformer le délit d'entrave. Emmanuel Macron a, lui, annoncé vouloir réformer la procédure prud'homale dans le cadre de son projet de loi visant à «libérer l'activité». Depuis quand la justice est-elle affaire d'économie?

En clair, il s'agit de dépenaliser le délit d'entrave, supposé être source d'inquiétude pour les patrons, pour y substituer un système d'amendes, supérieures au montant actuel (3750 euros)

et majorées en cas de récidive. À l'avenir, passer outre une consultation obligatoire d'un Comité d'Entreprise ou d'un CHSCT, violer l'exercice du droit syndical ou les missions d'un représentant du personnel



# TRAVAIL SOCIAL ÉtudiantEs en colère!

Depuis quelques semaines, les étudiantEs en travail social se mobilisent avec des rassemblements, des manifestations, des opérations de blocage... à Lille, Nancy, Montpellier, Bordeaux, Paris... Ils veulent pouvoir trouver des stages et être rémunérés, ce qui est prévu par la loi...

Les étudiants en travail social suivent des formations pour devenir assistants sociaux, éducateurs spécialisés, moniteurs éducateurs... Ces formations alternent des périodes de formations théoriques et de formations sur le terrain à travers des stages. Le gouvernement a mis en place deux lois qui étendent la gratification, c'est à dire la rémunération, aux secteurs public hospitalier et au secteur territorial, et qui augmente le montant de celle-ci de 436 euros à 564 euros par mois pour 35 heures de travail par semaine. Autant dire, que ça ne permet pas de vivre, et les étudiantEs sont nombreux à faire des triples journées de travail : cours, stage et emploi.

La mesure du gouvernement n'a pas été accompagnée de fonds pour les structures publiques accueillant ces étudiantEs, ce qui fait que de nombreux étudiantEs n'arrivent pas à trouver de stage car les structures ne peuvent pas les financer. Avec les coupes budgétaires, les services publics ne peuvent plus fonctionner normalement et encore moins accueillir des étudiantEs en stage. Face à cette situation, des écoles font donc le choix de fermer les yeux sur le non paiement des stages...

## La mobilisation doit s'étendre

La mobilisation ne part pas de rien. L'année dernière, il y avait déjà eu une mobilisation pour les mêmes raisons qui avait débouché sur un chèque de 4,6 millions d'euros par le gouvernement. Une mesure largement insuffisante car il faudrait aujourd'hui 90,5 millions d'euros pour financer les stages, et qui n'avait pas été fléchée, donc cet argent n'a jamais été utilisé pour les stages! Depuis quelques semaines, les étudiantEs multiplient les actions : blocage des hôtels des régions, manifestation avec les étudiantEs de l'université à Clermont-Ferrand, cortège avec 500 étudiants du social à Paris le 16 octobre, action de blocage de la direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale... Tout cela a poussé le gouvernement à lâcher une plage de négociation avec les étudiantEs mobilisés le lundi 27 octobre. L'épreuve de force est lancée, car derrière ces 90,5 millions d'euros, c'est l'avenir des études du travail social qui sont remises en cause. La semaine prochaine se déroulera une coordination nationale. Les étudiantEs se joindront aussi aux hôpitaux le mardi 18 novembre.

## L'avenir du travail social?

Le non déblocage de fonds par le gouvernement n'est pas un oubli, mais bien une volonté d'en finir avec cette formation. La multiplication des problèmes pour trouver

des stages, pour financer les formations... permet au gouvernement de prévoir un rattachement des formations du travail social aux universités. C'est la formation même qui serait ainsi remise en cause.

La richesse de cette formation est liée à son articulation théorique et pratique. Avec la nouvelle mouture, ils veulent des années communes aux différentes formations, avec moins de 6 mois de stage. Finalement, au nom des économies, la formation sera vidée de son sens et ne permettra pas aux étudiantEs d'être dans de bonnes conditions pour suivre les usages de leur secteur d'intervention. Finalement, après avoir brisé des vies avec la misère, la violence du système, le



gouvernement prévoit maintenant de briser la formation de celles et ceux qui essaient de leur venir en aide.  
Tys et JBP

## MOULINS MAUREL (MARSEILLE)

### «Portes ouvertes»... pour lutter et gagner

Samedi 25 octobre, à l'initiative de l'UL CGT, des sections locales du NPA, du FdG (PCF, PG, Ensemble), de Rouge vifs, Attac et Solidaires, était organisée une après-midi «portes ouvertes» aux Moulins Maurel.

Dès 11 heures, il y avait plus de 200 personnes dans l'usine, occupée depuis 11 mois par 40 salariés qui tiennent tête à la direction de Nutriox, un des plus gros groupes français de l'agro-alimentaire qui veut les mettre à la rue. Public militant, mais pas seulement, pour un rassemblement de solidarité, de lutte : visites de l'usine, avec des salariés fiers de présenter leur outil de travail ; intervention combative et émouvante d'Édouard, secrétaire du syndicat CGT qui a insisté sur l'importance de la convergence des luttes ; point presse avec les représentants des organisations appelantes ; concert de lutte des «Fralibos», groupe constitué par les ex-Fralib au cours de leur lutte victorieuse contre Unilever. Chassés par les vigiles de Nutriox, retour dans l'usine à l'issue d'une «opération» de la CGT, re-chassés par les CRS... les salariés ont finalement repris le site, avec toujours plus de forces militantes.



## Les salariés sont chez eux!

Un repreneur est toujours en course pour relancer l'activité avec les 40 salariés. Il appartient maintenant au gouvernement, actionnaire à 11% du groupe, de faire pression pour que la situation se débloque, lui qui pour le moment n'a rien trouvé de mieux que d'envoyer ses flics! La lutte des Moulins Maurel a mis en lumière deux choses. Un groupe capitaliste n'a pas besoin d'être «en difficulté» pour licencier : seuls

comptent les profits toujours plus gros de ses actionnaires. De plus, ce gouvernement est exclusivement au service des patrons, banquiers et actionnaires, et seule la convergence des luttes pourra le faire plier. Cet après-midi de lutte était un message fort : montrer à Nutriox et au gouvernement que les salariés des Moulins ne baissent pas la tête. Notre devoir est de les soutenir... Jusqu'à la victoire!

Jean-Marie Battini

## BOURG-EN-BRESSE (01) Une errance sans fin

En juillet, une cinquantaine de demandeurs d'asile étaient expulsés de l'immeuble qu'ils occupaient depuis un an, avec le soutien d'un collectif (voir L'Anticapitaliste n°249 et 253). Après une nuit passée dans les locaux du diocèse, une autre dans un square... face à la préfecture, la mairie a fini par accepter qu'ils s'installent provisoirement au camping municipal.



Bourg-en-Bresse accueille des demandeurs d'asile... DR

Pourtant, le discours du maire ne varie pas : il demande à l'État d'appliquer les mesures de reconduite à la frontière pour les «déboutés» afin de libérer les places nécessaires à l'accueil des «primo-arrivants»... Mais le préfet ne l'entend pas ainsi. S'il est favorable aux expulsions, il s'exonère de l'obligation légale de fournir un logement décent à toutes ces personnes, même lorsqu'elles ont épuisé les recours légaux. D'où une situation de blocage.

Depuis plus de deux mois, les migrants survivent dans des tentes, exposés aux intempéries. Après une ultime tentative de négociation avec les autorités, le Collectif a réquisitionné une maison spacieuse, vacante depuis dix ans et promise à la démolition. Presque immédiatement, les voisins ont appelé la police qui a fait évacuer le lieu. Après un retour au camping et une nuit passée sur des matelas trempés, les migrantEs se sont réappropriés les bâtiments grâce à la complaisance des autorités.

## Double jeu...

Dans ce petit monde cynique et hypocrite, les autorités sont ravies des actions du Collectif qui soustraient les demandeurs d'asile à la vindicte d'une population de plus en plus ouvertement agressive et xénophobe. Elles sont aussi enchantées de leur prise en charge matérielle et morale par des militantEs exténués... tout en espérant secrètement que ceux-ci finissent par se lasser. Mais la «bienveillance» et la patience des pouvoirs publics s'expliquent aussi par le fragile rapport de forces maintenu sur la ville depuis des décennies par un collectif né avec la «Marche des beurs» de 1983.

Côté cour, le maire PS, un proche de Valls réélu dès le premier tour, donne des gages à son électoral et épouse la politique du gouvernement en matière d'immigration. Côté jardin, il applique celle-ci avec mansuétude pour ne pas fâcher les milieux humanistes et chrétiens qui le soutiennent encore.

Dans ce désert, les militantEs du NPA continuent à réclamer la libre circulation, le droit à l'installation, et la régularisation pour tous les migrantEs.

CorrespondantEs

ne sera qu'une question de coût : pourtant, seules de rares peines de prison, souvent assorties de sursis, sont prononcées chaque année pour délit d'entrave. La dernière en date est celle de deux dirigeants de Molex, condamnés à six mois de prison avec sursis pour avoir prémédité la fermeture de l'usine.

Le dépenaliser, à l'instar des dispositions en matière d'infractions au droit du travail contenues dans le projet de réforme de l'Inspection du travail, c'est avant tout supprimer un moyen dont l'invocation, par les instances représentatives du personnel et les syndicats, est souvent dissuasive. C'est aussi gommer toute référence à la délinquance patronale. À l'instar de l'enterrement de la proposition de loi d'amnistie sociale, les syndicalistes qui, par exemple, se mobilisent contre les licenciements, continueront – eux – à être inquiétés par la justice. Politique de classe!

## Lutte de classes dans les prétoires

Le 15 octobre, le ministre de l'Économie a affiché sa volonté de réformer les Prud'hommes, suite à la remise des rapports Marshall et Lacabarats. Au motif louable de faire baisser les délais de justice excessifs – délais qui ont donné lieu à plusieurs condamnations de l'État pour déni de justice –, il veut introduire la médiation et l'arbitrage pour augmenter le taux de conciliation. Or, de tels systèmes sont payants, ce qui en diminue d'autant l'accès par le salarié.

Il veut également professionnaliser la juridiction en instaurant une formation obligatoire des conseillers par l'École nationale de la Magistrature, cela au détriment de celles dispensées par les instituts syndicaux. Ce dont les Prud'hommes manquent, c'est avant tout de moyens humains, avec des greffiers en nombre suffisant pour ne pas à avoir à attendre

plusieurs mois entre le rendu du jugement et sa délivrance nécessaire à son exécution, ou bien de magistrats départiteurs pour que les affaires les plus complexes soient bien jugées dans le délai d'un mois prévu par le code du travail... et non un an après comme c'est par exemple le cas sur Paris! Cette réforme ne peut être séparée de la remise en cause du mode d'élection des conseillers prud'hommes qui vient d'être adoptée (seuls les sénateurs FdG, EÉLV et de rares socialistes ont voté contre...). Parmi les motifs invoqués pour justifier la fin de l'élection directe, celui de la baisse régulière de la participation au scrutin (de 63% en 1979 à 25% en 2008). Avec cet argument, cela reviendrait à supprimer beaucoup des scrutins politiques... Et une fois ce type de scrutin abandonné, c'est l'échevinage, basé sur la représentativité syndicale, qui risque fort d'être introduit, alors que la lutte des classes s'exerce aussi dans les prétoires.



Des conseillers prud'hommes de la CGT manifestaient en février. PHOTOHÉQUE ROUGE/MILO

Le Medef et son gouvernement poursuivent leur offensive contre nos droits. Il est grand temps, dans l'unité syndicale et politique la plus large, de leur barrer la route par

l'organisation de mobilisations déterminées, dont le 15 novembre peut constituer le commencement.  
LD



## Les comités en action!

**Bordeaux (33) Fête du NPA 33.** 150 personnes sont venues faire la fête avec le NPA 33 le samedi 22 octobre. Une journée riche, avec une projection-débat contre les guerres impérialistes actuelles, des expos, des vidéos, une présentation de BD par son auteure Virginie Mejescazes, bien sûr une allocution de Philippe Poutou, une grande paella fraternelle... et un concert du chanteur Patrice Caumon qui a gagné les rires du public.

Particulièrement suivi, le débat sur la convergence des luttes a été le rendez-vous des animateurs des luttes en cours ou récentes sur la région : militantEs syndicaux cheminots et de la Poste, de la santé, acteurs de la mobilisation des intermittentEs et précaires, des résistances dans la jeunesse... Débat riche avec de nombreuses interventions racontant les expériences de luttes, posant le problème de la reconstruction d'un rapport de forces. Une camarade intermittente posait le problème : « *la convergence, ok, mais pour aller où?* »... débat dans lequel le NPA discute de la question de la perspective politique, le pouvoir pour les travailleursEs.

Vidéo : <http://talence.agv.free.fr>



DR

**Cher Forum des alternatives.** Début octobre, le collectif des alternatives du Cher a organisé pour la 2<sup>e</sup> année consécutive un forum à Vierzon. Le collectif est constitué d'associations, de syndicats et de partis politiques : PG, NPA, Ensemble, et de Solidaire, Attac, Université populaire, Amap, Sortir du nucléaire... Il a pour ambition de mettre en valeur des initiatives locales qui pourraient présager d'une société où les rapports humains et la préservation de l'environnement ne seraient pas que des slogans. Tout au long de la journée, des débats insistant sur le rôle important de ces alternatives existant localement, de leur autre rapport à l'emploi, à l'environnement et à la prise de décisions. Le comité NPA 18, dont les membres sont impliqués dans le comité NDDL, dans Sortir du nucléaire et qui fait partie des organisateurs, tenait un stand. Nous avons conclu cette journée sur le fait que le lien entre tous les dysfonctionnements dénoncés par les intervenantEs étaient inhérents au capitalisme, que son moteur, la recherche de profit, nous conduit à la catastrophe et qu'il devenait de plus en plus urgent de sortir de ce système mortifère.

**Quimper (29) Contre la peste brune, unité et mobilisation.** Depuis plusieurs jours, un climat nauséabond empestait la ville de Quimper ciblée par des groupuscules fascistes, transfuges du FN ou du MNR et/ou des identitaires de l'extrême droite dite bretonne (ADSAV et Breiz Atao). Au motif qu'une salle de prière musulmane doit être rénovée en mosquée, ces nazillons ont appelé à une manifestation ce 25 octobre, manifestation (autorisée!) islamophobe, raciste et fasciste, qui a rassemblé une centaine de fachos. Contre ce poison fasciste et les agressions racistes qui ont eu lieu dans plusieurs bars de la ville, un collectif d'organisations politiques, d'associations et de citoyens, s'est constitué et a appelé à un contre rassemblement le même jour. Près de 200 personnes, dont de nombreux jeunes, mais les syndicats absents hormis la CNT. Le NPA y a pris toute sa place au côté du PG, du PCF, d'EELV, de l'UDB, du PS et d'associations comme Attac, la LDH ou en défense des étrangers et des demandeurs d'asile.

Après leur manifestation, les nazillons n'ont pas hésité à s'attaquer à des SDF. Depuis, les sites fascistes poursuivent les menaces et les injures à l'encontre des militantEs du NPA, du PCF et associatifs impliqués dans cette lutte antiraciste. L'heure est à la contre-offensive : nous ne pouvons plus tolérer ce poison raciste, cette haine islamophobe et ses méthodes purement fascistes.

*Les capitalistes nous font les poches... et l'argent est une des malheureuses nécessités pour les combattre. Le NPA (re)lance sa souscription annuelle.*

**L**es années passent et ne se ressemblent pas. Le gouvernement a changé, les attaques, elles s'accroissent.

### Bilan...

L'an passé, nous écrivions dans ces colonnes pour vous demander 1 million d'euros pour faire vivre l'anticapitalisme. Nous n'avions pas atteint cet objectif, mais par contre, nous avons réussi à reprendre du poil de la bête. Fin d'année 2013, notre soutien aux luttes des menacés et privés d'emploi en Bretagne n'était pas passé inaperçu. Ce début d'année, la proposition d'Olivier Besancenot d'organiser un « *week-end de révolte de gauche* » s'est concrétisée sous la forme de la grande manifestation le 12 avril. À suivi notre présence aux élections municipales dans une centaine de villes, avec parfois des scores honorables vu la période. Cet été, nous avons dénoncé, contesté et bravé les interdictions faites par le gouvernement quant à l'interdiction de manifester notre solidarité avec Gaza et le peuple palestinien. Ces quelques séquences n'effacent pas le travail au quotidien dans les entreprises, les services publics, les facs et les quartiers : elles soulignent que nous avons bien fait fructifier l'argent demandé en 2013 afin de faire vivre utilement l'anticapitalisme.

### ... et perspectives

Nous avons un gouvernement infatigable qui répond à un patronat insatiable. Après l'ANI et le CICE, nous voyons prendre corps ces dernières semaines une offensive sur le contrat de travail, prétendument pour lever les inégalités entre CDI et CDD, saupoudré de travail dominical et de nuit. Valls, Macron et tout les amoureux de l'entreprise n'ont pas de religion en la matière, mais bel et bien des maîtres à satisfaire. Il en est de même pour la Sécu qu'ils n'en finissent pas de dépecer pour détricotter notre système de protection sociale. Tout cela alors que les expulsions de Roms ou de sans-papiers continuent, et que dans le Tarn, la résistance au barrage de Sivens compte un mort, disparu pour un projet inutile soutenu par le PS... Les manifestations du samedi 15 novembre seront une première étape pour nous faire entendre. Après la réussite du 12 avril, c'est

### Rouen (76) Solidarité avec Kobané!

Contre la menace de la prise de Kobané par les intégristes de Daesh, le NPA Rouen a pris contact avec les Kurdes de la région pour préparer une manifestation. Une déclaration commune appelait à « *la solidarité avec le peuple kurde, abandonné par les grandes puissances* », qui résiste à « *Kobané en Syrie contre les intégristes de Daesh, et qui demande les moyens de se défendre* ». Une proposition de manifestation a été envoyée à des dizaines d'associations, partis, syndicats. Bien peu ont répondu : une banderole du CREAL, comité de réflexion et d'action laïque, quelques militantEs d'Ensemble... Mais en trois jours de préparation, ce sont finalement plus de 500 personnes qui se sont retrouvées dans un cortège dynamique, coloré et très féminin, rythmé par les intervention des militantEs kurdes et du NPA, mais aussi d'un

représentant de la communauté yézidi. La presse et la télévision ont fait écho de cette manifestation de solidarité. Mais le NPA aura été bien seul pour affirmer sa solidarité avec le peuple kurde et la révolution syrienne, exiger l'ouverture des frontières aux réfugiés, et la fin de la qualification du PKK comme organisation terroriste. Vidéo : <http://npa76.org/npatv76/manifestation-soutien-kobane-rouen-111014>

### Orne Accueil des «tracteurs vigilants».

Du 24 au 28 octobre, une quinzaine de «tracteurs vigilants de Notre-Dame-des-Landes» ont parcouru 500 km pour soutenir les inculpés de la lutte contre la ferme des 1000 vaches, et participer au procès militant de l'agriculture industrielle qui s'est tenu devant le tribunal d'Amiens. Dimanche 26 au matin, des militantEs du collectif

## Souscription 2014

# Participez au Pacte de solidarité anticapitaliste



**Par chèque** à l'ordre de « NPA souscription » et à renvoyer à NPA souscription, 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

**Par carte bancaire** <http://souscription.npa2009.org>

une perspective que nous défendons depuis plusieurs mois. Mais il va falloir aller plus loin, car les attaques vont continuer à pleuvoir.

### Des dons pour anticapitaliser!

Comme toutes celles et tous ceux d'en bas, le NPA connaît l'austérité. Nous ne sommes pas endettés, nous n'avons pas de dette toxique, ni de contrats avec Bygmalion, ni de rétro-commission sur vente d'armes ou de frégates, ni même de recettes issues de la vente de

muguet. Nous ne vivons que de nos cotisations et de vos dons. C'est grâce à cela que nous parvenons à nous exprimer quotidiennement, à faire entendre d'autres analyses, d'autres alternatives : via nos tracts et nos affiches, chaque semaine et mois dans notre presse *l'Anticapitaliste*, sur notre site, en vidéo, en manifestant, en envoyant aux 4 coins de France nos porte-paroles soutenir les manifestations, les résistances, les entreprises en lutte... Une affiche nationale, c'est

quelques milliers d'euros pour l'imprimer et l'envoyer dans les comités du NPA. Il en est de même pour imprimer un tract, louer un camion sono, confectionner de nouvelles banderoles, y compris quand, au milieu de l'été, le pouvoir cherche à nous museler... Cette année, notre objectif est de 400 000 euros. C'est plus que réalisable. Alors n'attendez pas les éternelles, donnez un peu d'espoir et combattez la sinistrose : faites un don au NPA!

## Solidarité internationale

# Je ne parle pas avec les fascistes! Solidarité avec Franco Turigliatto

**F**rancò Turigliatto, ancien sénateur italien, aujourd'hui l'un des principaux dirigeants de Sinistra anticapitalista (Gauche anticapitaliste), a été inculpé parce que, dans le cadre de la campagne politique nationale de 2008, il avait quitté le studio de Porta a Porta pour protester contre la présence de Roberto Fiore, membre de Forza nuova (Force nouvelle), un parti politique qui se réclame explicitement des vingt années du fascisme italien et fait partie de la vague réactionnaire

qui se répand aujourd'hui à travers toute l'Europe, de la France à la Grèce, de la Hongrie à l'Ukraine. Le chef de cette force politique d'extrême droite n'a pas supporté les considérations politiques exprimées par Turigliatto et son parti, et leur rappel de la Constitution italienne qui interdit l'apologie du fascisme et la reconstitution de partis se réclamant de ces pratiques politiques violentes et xénophobes. Six ans plus tard, un juge – suivant un décret pénal du procureur de

Rome – a condamné Turigliatto pour diffamation à une amende politiquement inacceptable, sans même lui donner la possibilité de se défendre. Franco a fait appel de cette condamnation, et le procès public aura finalement lieu ce 4 novembre.

Nous exprimons notre pleine solidarité avec Franco et avec tous ceux qui, en Italie et en Europe, luttent contre la montée agressive de l'extrême droite. On ne peut pas inculper l'antifascisme, c'est inscrit dans la Constitution italienne!

ormais NDDL sont venus leur apporter leur soutien à travers un petit déjeuner solidaire à Alençon, avant qu'ils ne repartent pour Nonant-le-Pin, où d'autres militantEs contre un centre d'enfouissement les ont accueillis. Une étape qui a permis d'affirmer en présence de la presse une opposition radicale à tous ces projets inutiles et nuisibles : Notre-Dame-des-Landes, barrage au Testet, centre d'enfouissement de Bure, ligne LGV Lyon-Turin, ferme des 1000 vaches...



ALAIN POREE

Essai

# À tous ceux qui ne se résignent pas à la débâcle qui vient, Laurent Mauduit

Éditions Don Quichotte, 2014, 19,90 euros

Le dernier livre de Laurent Mauduit, cofondateur de Mediapart, a un double intérêt: une critique argumentée, de ce que l'auteur appelle, la «duperie» de François Hollande, et la dénonciation d'«une histoire dans l'histoire», celle des «combinards», Cambadélis, Le Guen, et Valls.

On peut discuter les éléments de continuité et de discontinuité dans la politique de la social-démocratie française, mais la combinaison de l'austérité sans fin pour les classes populaires, d'une alliance stratégique avec le Medef, d'une fusion inégalée sous un gouvernement «de gauche» des sommets de l'État et de l'oligarchie financière, constitue effectivement un point de rupture dans l'histoire du Parti socialiste. La social-démocratie s'est transformée en social-libéralisme qui n'est plus que néolibéralisme. La démonstration de Mauduit est implacable, d'autant qu'elle emprunte le cheminement de ceux qui ont cru au «*changement, c'est maintenant*» de Hollande et qui constatent le désastre de cette politique pour la gauche. Nous n'étions pas de ceux-là, et pour une raison largement expliquée par l'auteur lui-même: la situation

actuelle résulte d'un long processus commencé au début des années 80, où la social-démocratie s'est mouleée dans les sommets de l'État et de l'oligarchie capitaliste. Le PS s'est progressivement transmuté, sous Mitterrand, sous Jospin, sous Hollande, en parti de type démocrate à l'américaine.

Du coup, on peut s'interroger sur la notion de «duperie». Bien entendu, Hollande a manœuvré, ici et là, mais les contraintes d'un capitalisme néolibéral dans la crise, les diktats des marchés financiers et de l'Union européenne, sans oublier le programme de l'Internationale socialiste en Europe, plantaient déjà le décor.

**Génération de «combinards»...** «L'histoire dans l'histoire», c'est la trajectoire de la génération Unef-Mnef-OCI, de ce groupe de militants qui sont passés, sur les 30 dernières années, d'un mouvement se revendiquant du

trotskisme aux commandes d'un parti et d'un gouvernement néolibéral. Nous avons connu ces militants et nous avons dénoncé déjà à l'époque les méthodes de gestion de la Mnef, du Crous, de l'Unef.

Mais ce que Mauduit met en lumière, c'est un enchaînement des faits qui montre justement le lien organique entre cette mutation historique de la social-démocratie et la trajectoire des «combinards» de la Mnef au travers des rapports à «l'Argent». Les années 80/90, c'est l'émergence de cette génération au PS, et en même temps leur intégration dans les appareils mitterrandistes gangrenés déjà par la corruption et les affaires. Ils incarment au fil des années une des pointes avancées de la liquidation du PS comme traditionnel parti de gauche.

Laurent Mauduit conclut son livre par un appel à l'action, au débat, et à la refondation d'une nouvelle



force de transformation sociale. Bien sûr, toutes les initiatives contre les politiques d'austérité sont les bienvenues, mais on comprendra, surtout après tout ce que Mauduit a dénoncé, qu'une nouvelle force ne pourra se reconstruire qu'en totale indépendance du Parti socialiste, de sa politique, et de ses mœurs.

François Sabado

Exposition

## «Marcel Duchamp. La Peinture, même»

Au centre Pompidou jusqu'au 5 janvier 2015



Une expo justement paradoxale qui montre brillamment comment un «Anartiste», surtout célèbre pour ses ready-made telle La fontaine (urinoir), considéré comme le fossoyeur de la peinture du 20<sup>e</sup> siècle et le précurseur de l'art conceptuel, a été pendant une dizaine d'années fulgurantes un peintre averti à l'écoute de tous les mouvements picturaux, littéraires, et même scientifiques du tout début du 20<sup>e</sup> siècle.

Chercheur critique, Marcel Duchamp assume ses sources, exposées ici en résonance, pour mieux les détourner. S'il s'inspire à ses débuts de Manet le grand homme, de Cézanne, du fauvisme après avoir vu Matisse et Derain et même de Cranach, il s'écarte inexorablement de l'art rétinien, se rapproche des symbolistes, inspiré par les Noirs d'Odilon Redon, la poésie de Mallarmé.

Dans *Nu descendant un escalier* en 1913, toile charnière récusée par les cubistes orthodoxes, la simulation du mouvement le rapproche des futuristes italiens Severini ou Balla et l'érige au statut d'avant-gardiste aux États-Unis, où il part en 1915.

Iconoclaste, intéressé par la littérature absurde, il explore avec humour et provocation le rapport entre texte et image, en particulier dans ses notes et les titres de ses œuvres, dérisoires ou hermétiques: *L.H.O.O.Q.* (la Joconde à moustaches). Il est fasciné par la mécanique, à l'instar de Léger, de Chirico et ses objets insolites, ou encore du futuriste Boccioni: *Nus vite*, pièces d'échiquier érotiques.

Il renonce définitivement à la peinture en 1913.

**Le dégoût du goût**

En parallèle au mouvement Dada (il y va à Zurich avec Picabia, il en revient à Paris avec Tzara), il poursuit une intense période de conceptualisation qui a bouleversé à retardement la notion même d'art contemporain à la fin du 20<sup>e</sup> siècle: principes de l'indifférence visuelle, du dessin mécanique sans goût; invention des ready-made, objets à peine détournés élevés au statut d'œuvre d'art qui échappent à l'interprétation et à l'esthétique; introduction du hasard et de l'aléatoire: désormais, c'est le «regardeur» qui fait l'œuvre.

L'exposition s'achève sur son grand œuvre, *La Mariée mise à nue par ses célibataires, même*, incrustations dans le *Grand Verre* à l'aide des matériaux les plus hétéroclites (mais pas de peinture) des œuvres esquissées 10 ans auparavant: la MAR(iée) et les CEL(ibataires), comme diraient les exégètes du champ duchampien, etc. Cohérent avec lui-même, il laissa son œuvre définitivement inachevée en 1923.

L'exposition a l'intelligence de montrer les sources, les influences et la maturation d'un processus mental et esthétique, qui a conduit à une remise en cause radicale de la notion du goût et la perception de l'art au 20<sup>e</sup> siècle mais sans nous présenter les ready-made comme des sujets d'idolâtrie qu'ils sont parfois devenus. Esprit libre et subversif, Marcel Duchamp n'aurait certainement pas aimé être érigé à son tour en modèle.

Ugo Clerico

Cinéma

## Tout est faux de Jean-Marie Villeneuve

Avec Frédéric Bayer Azem, Mathieu Lagarrigue et Marie Demasi

Sortie le mercredi 17 septembre

Il s'agit du premier long métrage de Jean-Marie Villeneuve qui a connu toutes les galères pour réaliser son film. Pas d'argent, pas de distribution, et les acteurs et techniciens sont quasiment bénévoles. Sorti en salle il y a quelques semaines, ce film a pourtant connu un succès d'estime. Il est aujourd'hui diffusé dans une seule salle à Paris, la salle Saint-André des Arts.

Si le manque de moyens se voit, rapidement on s'accroche au héros, Fred, dans sa tribulation dans la ville, dans les rues, dans le métro, dans les bars, à la laverie. Jeune homme solitaire, mutique, prisonnier d'un boulot sinistre et stupide tout droit sorti de l'univers de *Brazil*, d'une copine avec laquelle il partage bien peu de chose, et de son poste de télévision, qu'il réinstalle chez lui pour suivre les élections présidentielles de 2012. Il a un regard tendre sur le monde autour de lui, voire plein d'humour. Jean-Marie Villeneuve est toujours très près de ses sujets, voire en très



gros plan, à l'épaule. Des couleurs saturées et un joli traitement du son font l'unité du film. Un film attachant qu'il faut défendre (donc qu'il faut voir) et un jeune réalisateur à suivre.

Jean-Marc Bourquin

Arguments

## Collection Désobéir

Le passager clandestin, 5 euros chaque ouvrage

Un titre de collection réjouissant, des petits livres noirs très chics et pas chers, écrits par des spécialistes des thèmes et des luttes abordés. L'eau, l'école, l'argent, le nucléaire, les sans-papiers... Chaque manuel fournit des arguments pour désobéir de façon non violente à l'ordre dominant et aux idées toutes faites.

Les derniers ouvrages sortis en ce mois d'octobre 2014 sont:

– *Désobéir pour les animaux* rappelle des thématiques, fréquentes dans nos pages, sur la souffrance animale, l'élevage industriel, la chasse, la corrida. Ce livre donne des pistes stimulantes, tant pour les luttes que pour notre vie quotidienne.

– *Désobéir pour l'eau* est un rappel salutaire de nos revendications sur la protection de ce bien commun, la lutte contre le



gaspillage, l'agriculture intensive, et l'inégalité d'accès à ce bien vital.

À lire et à faire tourner. Catherine Segala

Coup de queue

## Fondation, Fiac, fric...

À deux jours de l'inauguration de la Fiac, la Foire internationale d'art contemporain, on peut être certains qu'il n'y a pas de hasard! Le président de la République française inaugurerait en présence du Baron Seillière, de Delon, Bergé, et des artistes du monde entier reconnus par le «marché de l'art», la fondation LVMH pour l'art contemporain, étendard de Bernard Arnault, l'homme le plus riche de France...

Dîner aux truffes! Ce (bel) immeuble de l'architecte Franck Gehry, construit dans une zone inconstructible, le bois de Boulogne, pour lequel la Ville de Paris a modifié son règlement d'urbanisme, va permettre de montrer les collections de Bernard Arnault... faisant ainsi monter la cote des œuvres exposées, ce qui permet de récupérer l'investissement. CQFD.

Catherine Segala

Annonces

**Capitalisme**, une série documentaire en six épisodes diffusée sur Arte est exceptionnellement disponible pendant deux mois en replay (gratuit) sur arte.tv/capitalisme, ainsi qu'en VOD et coffret DVD dès le 5 novembre chez Arte éditions (payants). Un rappel historique intéressant.

Toujours sur Arte, le mardi 4 novembre, le nouveau documentaire de Marie-Monique Robin **Sacrée croissance!**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 0149 28 52 44  
Fax : 0149 28 52 43

www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture:  
Lundi : 14 h – 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h – 20 h



**L'Anticapitaliste** | Libre expression

## KOBANÉ « Le terrorisme que nous combattons est l'ennemi de toute l'humanité. Face à ce danger, une solidarité internationale s'impose »



DR

**Entretien.** *Khaled Issa est juriste international. Représentant en France du Parti de l'union démocratique (PYD), le parti des Kurdes syriens affilié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), il nous donne son éclairage entre autres sur la situation à Kobané, la politique des grandes puissances et le récent rapprochement entre combattants kurdes et syriens.*

**Les YPG (Unités de protection du peuple) et YPJ (Unités de protection des femmes) ont tenu leur promesse de faire de Kobané le Stalingrad de Daesh. Où en est la situation militaire et politique sur le terrain ?**

Nos jeunes filles et garçons des YPJ et YPG, qui se battent courageusement depuis le mois de novembre 2012, ne manquent pas de l'expérience nécessaire pour défendre leur territoire, leur peuple et leurs valeurs. Les combats qu'ils ont mené contre les terroristes, à Kastal-Jindo, à Seré-Kaniyé, à Tirbe-Sipiye, à Tel-Kocher, à Djaz'a, à Chengal et Kobané, l'ont montré.

La particularité de l'invasion terroriste contre le canton de Kobané qui a démarré le 15 septembre dernier, c'est que les terroristes sont cette fois-ci équipés de l'armement lourd récupéré sur les armées régulières syrienne et irakienne. Les moyens de défense des YPJ et YPG ne sont guère efficaces devant l'artillerie des terroristes.

Cependant, les YPJ et YPG se sont distingués dans les combats grâce à leurs convictions, leur courage et leur expérience. Voilà une quarantaine de jours que la résistance tient. La 17<sup>e</sup> division et le 93<sup>e</sup> régiment de l'armée syrienne n'ont résisté devant les mêmes terroristes que quelques heures. Mossoul, ville irakienne, n'a résisté devant les mêmes terroristes qu'une seule journée, cela malgré les quatre divisions de l'armée irakienne. Oui, les YPJ et les YPG ont tenu leur promesse: leurs combattants, femmes ou hommes, sont forts par la justesse de leur cause, forts par leur courage, par expérience et par le soutien manifesté à leur lutte aux niveaux local, régional et international. Ils sont conscients que leur résistance devient un symbole. Narin Efrin, commandante en chef de la résistance de Kobané, me disait: «Même si je reste toute seule, fusil à la main, Kobané ne tombera pas entre les mains des terroristes».

**Le but politique de Daesh et de son alliée, la Turquie d'Erdoğan, était d'écraser l'expérience**

**d'autonomie populaire du Rojava. Quelle est-elle? Intègre-t-elle l'autogestion ouvrière des moyens de production ?**

Le projet de l'autogestion démocratique a été théoriquement élaboré par Abdullah Öcalan. Au PYD, nous l'avons adopté depuis 2007, comme système politique, économique et social adapté à la configuration ethnographique, socio-économique de notre société.

Des communes et des conseils populaires ont été formés à tous les niveaux pour répondre aux besoins de la population. Des coopératives socio-économiques ont été créées. Dès la fin de l'année 2011, des institutions populaires dans tous les domaines (parallèles aux institutions étatiques) ont été créées, et elles ont commencé à fonctionner à des degrés différents. L'administration étatique a été déchue de toute autorité à Kobané le 19 août 2012, et les autres communes du Rojava (région à majorité kurde) ont suivi le même processus. Kobané est devenue le symbole de l'autogestion démocratique.

Au début de 2014, le territoire du Rojava a été formé en trois cantons, Efrin, Kobané et Djazireh. Chaque canton a créé son conseil législatif et exécutif, avec la participation de 35 organisations politiques, syndicales ou associatives et un contrat social a été approuvé. Dans ce contrat (Constitution), la pluralité ethnique et confessionnelle, l'égalité absolue entre femmes et hommes, sont respectées. Sont exclues toutes références nationalistes ou confessionnelles. Dans toutes les instances, le quota d'au moins 40% par sexe a été adopté, et le système de coprésidence (un homme et une femme) à tous les niveaux est mis en application. La notion de l'autorité cède la place à la notion de gestion, à tous les niveaux, politique ou économique. De multiples académies ont été créées pour la formation théorique et pratique du nouveau système. L'ancien régime résiste à cette révolution, mais le peuple, surtout

ceux qui étaient les plus exploités et opprimés, sont très attachés au nouveau système. Les puissances régionales, comme la Turquie et les pays du Golfe, ont déployé, déploient toujours, tous les moyens pour mettre en échec cette expérience populaire novatrice. L'invasion des terroristes est l'un des derniers moyens.

**Le PYD a demandé et obtenu une aide militaire de l'armée US. N'est-ce pas contradictoire avec sa volonté d'indépendance et son refus de l'intervention impérialiste dans la région? Cette aide a-t-elle été assortie de conditions ?**

Nous sommes en état de guerre contre les terroristes. Depuis novembre 2012, aucun État ne nous a apporté ni aide financière, ni humanitaire, ni militaire. Nous avons pu tenir jusqu'à la dernière invasion qui est en cours. Lorsque la coalition internationale a été créée contre les terroristes de Daesh, nous avons eu l'espoir de pouvoir protéger mieux notre population et notre système d'autogestion. Malheureusement, le combat de la coalition contre Daesh n'a commencé d'une façon effective que tardivement. Fuyant les zones de frappes aériennes, Daesh s'est dirigé vers le canton de Kobané, et, avec son artillerie moderne, a pu occuper les villages de ce canton. Le terrorisme que nous combattons est l'ennemi de toute l'humanité. Face à ce danger, une solidarité internationale s'impose. Nous avons demandé à toutes les puissances de fournir aux YPJ et YPG, l'armement adéquat pour faire face à cet ennemi commun. Mais, jusqu'à ce jour, la communauté internationale est paralysée devant le veto turc, qui n'arrive pas à supporter l'existence d'une expérience démocratique à sa frontière.

Oui, les frappes aériennes soulagent la résistance, mais elles ne sont pas suffisantes pour libérer les zones occupées par les terroristes. La seule condition que nous pouvons accepter, c'est l'engagement

de combattre ensemble les terroristes, la reconnaissance du système de l'autogestion, et d'œuvrer pour un règlement négocié de la crise syrienne en faveur d'un système démocratique, décentralisé, laïque et respectueux des droits de l'homme, avec l'égalité absolue entre femmes et hommes.

**Au début de la révolution syrienne contre la dictature de Bachar el-Assad, des démocrates syriens ont reproché aux « Kurdes » de se tenir à l'écart du Conseil national syrien (CNS), de « rester neutres ». Mais récemment un commandement commun des YPG/YPJ avec l'Armée syrienne libre (ASL) a vu le jour. Comment s'explique ce rapprochement ?**

Nous avons souffert de tous les gouvernements successifs en Syrie. Mais le CNS, et son successeur, la Coalition<sup>1</sup>, dans sa configuration actuelle, ne représentent absolument pas les intérêts du peuple syrien ni ceux du peuple du Rojava. La collaboration avec tout groupe ultranationaliste ou sectaire est complètement exclue par nous. Les groupes qui se battent contre Daesh au Rojava sont des enfants de la région, qui acceptent notre existence et notre système. Leur action de résistance contre le terrorisme est légitime et nous les soutenons.

**Le samedi 1<sup>er</sup> novembre a lieu une journée mondiale contre Daesh, pour Kobané, pour l'humanité. Qu'en attend le PYD ?**

Nous sommes en première ligne contre le terrorisme international. Nous défendons des valeurs démocratiques et humaines, et nous espérons une forte solidarité internationale en faveur de notre combat, contre nos ennemis communs: une aide humanitaire et militaire d'urgence pour que la résistance persiste, en force et en sagesse.

**Propos recueillis par Pierre Granet**

1- Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution (CNFOR), depuis novembre 2012

## Vu ailleurs



**DANGEREUSES ENTREPRISES.** Plus de la moitié des grandes entreprises

allemandes, britanniques et françaises ont été mises en cause dans des atteintes présumées aux droits humains. C'est ce que constate une étude publiée le 21 octobre par une coalition européenne d'organisations indépendantes, European Coalition for Corporate Justice, qui travaille sur les responsabilités sociales et environnementales des entreprises. Cette coalition, basée à Bruxelles, regroupe des grandes ONG comme Amnesty International, le CCFD ou Greenpeace. L'étude s'appuie sur une revue de presse au long cours: des dizaines d'articles et rapports impliquant des grandes entreprises dans des atteintes aux droits humains ont été recensés pendant huit ans, de 2005 à 2013. (...) Les auteurs de l'étude précisent bien qu'il ne s'agit pas forcément de violations des droits humains juridiquement avérées mais d'un recueil d'allégations sérieuses, dont certaines « ont été vigoureusement niées par les sociétés concernées ». Cette étude quantitative dresse cependant une première photographie de cet épineux sujet. (...)

Côté CAC 40, les entreprises françaises les plus souvent citées sont Total, Sanofi, ArcelorMittal et BNP Paribas. Total a par exemple été accusé en mars 2013 d'avoir détruit des fermes et des cultures en Ouganda, lors d'une opération de prospection pétrolière à proximité d'un village de pêcheurs au bord du lac Albert (à la frontière avec la République démocratique du Congo).

Autre exemple: en novembre 2011, un article du quotidien britannique The Independent met en cause Sanofi – et d'autres compagnies pharmaceutiques occidentales – qui auraient financé des essais cliniques pratiqués sur des patients indiens, survivants de la catastrophe de Bhopal, au sein du Bhopal Memorial Hospital. Ces essais cliniques n'auraient pas respecté les standards internationaux et auraient provoqué la mort de plusieurs dizaines de patients. Enfin, dernière illustration, BNP Paribas et sa filiale étatsunienne Bank of West, ont été pointées du doigt en juin 2012 pour avoir financé des industriels de l'armement produisant des armes à sous-munitions – ces missiles et bombes qui dispersent des explosifs ou des mines sur plusieurs centaines de mètres. (...)

Ivan du Roy, « Les deux tiers des entreprises du CAC 40 mises en cause dans des atteintes aux droits humains », *Bastamag*, jeudi 23 octobre 2014

**S'abonner à l'Anticapitaliste**  
l'hebdomadaire du NPA - www.npa2009.org

**Par prélèvement automatique,** Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : \_\_\_\_\_

**Par chèque,** à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
	Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 18 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org